

Les Etats-Unis sanctuaire du capitalisme, un siècle de leadership américain en question.

**Jacques Fontanel
Professeur émérite
Université Grenoble-Alpes
CESICE**

Le leadership américain sur les « affaires » économiques et stratégiques mondiales a commencé à s'exprimer au début du XXe siècle, surtout après l'intervention militaire des Etats-Unis lors de la première guerre mondiale. L'économie américaine, très dynamique, débarrassée alors de l'impérialisme britannique et de l'esclavage, était à l'origine de grappes d'innovations technologiques, managériales et sociétales. Elle bénéficiait de ressources importantes de matières premières et de pétrole et, après une période d'isolationnisme, elle s'ouvrait au monde. Avant cette période, si elle se revendiquait du message de Jefferson d'une ouverture à la compétition économique et au libéralisme, les gouvernements s'étaient plutôt inspirés des politiques plus mercantilistes et protectionnistes proposées par Hamilton. Toute la complexité de l'économie américaine se trouve, aujourd'hui encore, dépendante de ces positions quasi doctrinales, entre une intervention forte de l'Etat pour réduire le poids des trusts et la liberté d'action revendiquée par les acteurs économiques. Dans un capitalisme sans cesse en évolution, les rapports entre l'Etat et les firmes sont évolutifs, ils changent au gré des crises économiques qui secouent les économies de marché face à la spéculation, l'émergence des monopoles, les classes sociales et les citoyens.

Les guerres ou les conflits économiques entre les Etats, toujours présents dans l'histoire de l'humanité, secouent le monde et transforment les rapports de puissance. Les forces armées ont souvent permis aux Etats vainqueurs de s'approprier non seulement les richesses du vaincu par un système de prédation des richesses, mais aussi de disposer d'une classe laborieuse essentielle à leur développement économique. C'est ainsi qu'elles étaient la base fondamentale à la fois du colonialisme et de l'esclavage, deux situations de rapport de force qui accordaient au pays dominateur le droit de confisquer à son profit les biens disponibles dans le pays colonisé et de disposer d'une main d'œuvre peu onéreuse. Avec le développement du capitalisme du XIXe siècle et la guerre de Sécession aux Etats-Unis, aussi bien le colonialisme que l'esclavage ont été condamnés, car le système de marché revendiqué par les Yankees contre les Sudistes était supposé à la fois respecter le droit des peuples et le droit des

personnes. Cependant, le capitalisme pur peut être cruel aussi pour les plus démunis. Sur la base d'une analyse des registres tenus dans les plantations, Fogel et Engerman¹ ont décrit l'esclavagisme comme un « système d'emploi à vie ». Ils ont mis en évidence le fait que les esclaves noirs du milieu du XIXe siècle avaient des conditions de vie supérieures (meilleure nourriture, heures annuelles de travail moindres, conditions de logement satisfaisantes) à celles des ouvriers précaires de l'industrie naissante du Nord. La disparition de l'esclavagisme n'est pas due à une plus faible productivité de ce système par rapport à celle dégagée par l'économie de marché. C'est d'abord un choix politique et philosophique. La toute puissance de l'économie de marché, au moins à l'intérieur des Etats-Unis, a dès lors été consacrée, étant entendu que la politique économique reste protectionniste à l'égard des produits étrangers.

Dans cette économie de marché revendiquée, le gouvernement des Etats-Unis a toujours souhaité intervenir lorsque la crise ou l'affaiblissement de l'économie nationale s'annonçait. La politique économique a souvent fait appel aux solidarités nationales, quand, dans d'autres périodes, le système capitaliste d'économie de marché a tenu à respecter les résultats parfois aléatoires de la concurrence internationale. Dès le début du XXe siècle, le gouvernement américain est devenu « interventionniste » pour empêcher la constitution des monopoles qui menaçaient à la fois la concurrence, mais aussi les conditions de vie des travailleurs et la consommation de masse.

Au début du XXe siècle, les concentrations économiques, fondées sur des accords clandestins des firmes, favorisaient l'expression des violences faites au monde du travail et aux petites entreprises. Ces « trusts immoraux » (*rober barons*) favorisaient une concentration anormale des richesses. Theodore Roosevelt a été le premier Président américain à contenir le pouvoir des élites financières et à appliquer une politique de biens publics. Dans une période de paix et de croissance, il s'engagea contre cette situation de prédation des « puissants » et contre les abus des « malfaiteurs immensément riches » (chemins de fer, banques, pétrole, notamment) qui disposaient d'une puissance politique excessive et éliminaient, souvent par la force, toute concurrence. Il mit en place des impôts progressifs afin de réduire les inégalités sociales. Il installa le *Pure Food and Drug Act* en 1906, qui visait à « empêcher la production, la vente et le transport de nourriture, de marchandises ou alcools dénaturés ou portant un étiquetage mensonger ». Cependant, son action était plus conditionnée par l'amélioration des conditions de travail de la classe moyenne que par la réduction du fardeau de la classe ouvrière ou l'amélioration du pouvoir des syndicats. Elle se proposait de combattre « les ennemis du peuple », ceux que l'on pourrait aujourd'hui apparenter au fameux « groupe des 1 % ». Il

¹ Fogel, R.W., Engerman, S.R. (1974), *Time on the Cross: Economics of American Negro Slavery*, New York: W.W. Norton and Company.

annonçait ainsi les principes du New Deal, qui fut institué quelques années plus tard par des réformateurs jeunes, proches du mouvement des travailleurs.

Les Etats-Unis vont recueillir le leadership sur l'économie de marché et le capitalisme à la fin de la Première guerre mondiale, face à une Europe divisée et exsangue après quatre années pleines de guerre et de destructions. Malgré la crise économique de 1929, après un retour au principe du « non interventionnisme » de l'Etat dans la vie économique, la deuxième guerre mondiale va leur donner l'occasion de réorganiser l'économie mondiale, d'en être le maître d'œuvre incontesté face à une Union Soviétique capable de dominer l'Est européen et de soutenir de nombreux mouvements de libération nationale à la fois contre le colonialisme et contre les excès d'un capitalisme jugé inégalitaire et exploiteur. Depuis la suprématie annoncée du libéralisme et de l'économie de marché les Etats-Unis ont été touchés par le terrorisme international, le gouvernement a engagé deux guerres en Irak et une en Afghanistan, et les crises économiques de l'endettement privé, puis de l'endettement public sont venues contrarier les images contrastées (protectrices ou impérialistes) du leadership américain.

I. 1917-1990. L'essor du leadership « protecteur » américain face au socialisme soviétique

Le Traité de Versailles a consacré la puissance économique, diplomatique et militaire des Etats-Unis. Cependant, avec la volonté des vainqueurs de « faire payer l'Allemagne », avec l'exigence des réparations et la gestion des dettes interalliées, l'inflation s'est installée en Allemagne, l'un des scénarios prévus par John Maynard Keynes², annonçant ainsi la forte probabilité d'une prochaine guerre mondiale fondée sur la revanche d'un pays souffrant d'une oppression économique et sociale jugée injuste. En outre, la première guerre mondiale a débouché sur la création de l'Union soviétique, sur la base d'un système économique et politique clairement opposé aux valeurs du libéralisme et de l'économie de marché. La crise de 1929 a provoqué la montée du protectionnisme, l'effondrement du commerce international et l'apparition de gouvernements extrémistes en Europe et au Japon. En outre, les conséquences de la crise financière sur la sécurité des Etats n'ont pas été anticipées. Après la crise de 1929, les marchés financiers ont été strictement régulés, alors que la course aux armements reprenait dans les pays non démocratiques. En période de crise, les sphères de l'argent et du pouvoir interagissent fortement. Roosevelt appellera pourtant Hitler pour lui demander d'accepter la compétition commerciale, « celle qui enrichit ses acteurs, plutôt que le conflit armé qui meurtrit les chairs ». La seconde guerre mondiale est devenue inévitable, tant

² Keynes (1919), *Les conséquences économiques de la guerre*.
http://www.pratclif.com/economy/keynes/keynes_consequences_paix.pdf

l'Allemagne et le Japon ont, en l'espace d'une décennie, engagé des investissements importants pour leurs forces armées. Leurs économies nationales ne pouvaient alors supporter cet effort militaire que par la guerre de prédation et la recherche d'un espace vital. Vainqueurs de la deuxième guerre mondiale, les Etats-Unis deviennent la grande puissance militaire et économique mondiale. Elle est alors la première puissance nucléaire au monde, arme qu'elle a utilisé à Hiroshima et Nagasaki comme un témoignage de sa force et de sa capacité à faire régner la terreur si nécessaire.

Les Etats-Unis seront les grands vainqueurs deux guerres mondiales, avec le déclin de l'Europe et la disparition progressive des Empires coloniaux. Leur gouvernement eut alors l'opportunité de définir un ordre international convenant aux forces de l'économie nationale, en projetant les principes du système sociétal américain dans les rapports économiques, financiers et commerciaux de la coopération multilatérale des pays occidentaux. L'économie américaine connut des années de développement accéléré fondé sur la consommation de masse, l'augmentation des revenus des ménages, l'essor du crédit, l'innovation accélérée et la puissance militaire opposée au « monstre » soviétique. Le système économique et politique se présentait alors comme un exemple pour tous les peuples « libres », Hollywood distillait les bienfaits de la civilisation américaine, fondée sur une force spirituelle et citoyenne favorable à la croissance économique et à la force militaire sécuritaire dans un monde conflictuel³.

Face au « rêve américain » s'opposait un socialisme soviétique, puis chinois, dont les économies étaient en retard de développement. Les Etats-Unis se sont inquiétés des visées expansionnistes de la doctrine marxiste, ce qui a incité leur gouvernement à participer activement aux affaires du monde et à intervenir politiquement (ONU), militairement (OTAN) et économiquement (FMI, GATT, Banque mondiale). La politique isolationniste a disparu, même si les Conservateurs en conservent toujours une nostalgie qui s'étirole lorsque le pouvoir leur est acquis, comme on a pu le constater avec G.W. Bush après le 11 septembre 2001. Les relations entre la sécurité et l'économie nationales sont complexes, car leurs contenus respectifs ont des logiques souvent distinctes dont les interactions répondent à des dynamiques hétérogènes à vitesses inégales et indépendantes. Pourtant, les objectifs politiques et économiques du gouvernement américain ne peuvent que très rarement être dissociés, ils doivent être en phase avec les idées, les produits, les capitaux et les intérêts nationaux. La recherche du leadership militaire à l'échelle internationale a été un objectif déclaré pour garantir la puissance des structures politiques et économiques des Etats-Unis, d'autant plus que l'ère de l'arme nucléaire, de la guerre froide et de l'équilibre de la terreur s'imposait aux pays démocratiques. Les Etats-Unis se sont toujours réservé le droit d'agir unilatéralement lorsque leurs intérêts sont

³ Mélandri, P. (2017), *Le siècle américain, une histoire*, Perrin, 2016

supposés être menacés, comme cela a été le cas avec la guerre en Irak de 2003 à 2011.

A la fin de la dernière guerre mondiale, les Etats-Unis sont devenus la plus grande puissance mondiale et le sanctuaire d'un capitalisme menacé par l'émergence de l'Union soviétique, un Etat à économie planifiée, autre grand vainqueur du conflit meurtrier de 1940 à 1945. L'économie nationale américaine s'est transformée, elle a fait alors appel à la solidarité nationale, à une plus grande justice sociale, elle a offert de nombreuses opportunités aux classes moyennes, notamment en réduisant la précarité des emplois. La guerre avait permis la recapitalisation de l'économie américaine, l'Etat prenant en charge le développement de la science et de la technologie. L'action du gouvernement était fermement soutenue par les citoyens. Au sortir de la guerre, Franklin Roosevelt a voulu que l'Etat fasse son devoir face aux aléas et aux contraintes économiques. Il a alors utilisé l'industrie de la défense pour organiser le travail et développer les emplois. Il a renforcé le pouvoir des syndicats devenus des partenaires sociaux pour toutes les entreprises candidates à la signature des contrats militaires. Cependant, dans le même temps, l'Etat avait un besoin de financement considérable pour mener à bien cette politique. Le gouvernement a décidé alors d'instaurer des impôts très progressifs (les taux marginaux pourront atteindre 94 %), de stabiliser les revenus des cadres exécutifs et de contrôler strictement le marché financier des bons du Trésor, notamment par une politique adéquate de taux d'intérêt. La FED a acheté la quantité de bons nécessaires à l'effort de la guerre et de l'après-guerre. La spéculation dans le secteur financier a été limitée, voire éliminée. Une politique de contrôle drastique de la finance a été mise en place, réduisant ainsi la classe des rentiers. Les solidarités ont été renforcées, et cette philosophie « égalitariste » était soutenue par la plupart des forces politiques. Les citoyens sont restés unis pour assurer la défense du pays et la relance de son économie, en acceptant sans contestation le système des coupons de ration. Un programme d'investissement public a été engagé, qui a produit des effets favorables à une redistribution plus égalitaire des bénéfices de la croissance. Les personnes ayant connu les deux guerres ont alors défendu l'idée d'un pays uni face aux contraintes économiques et aux menaces sécuritaires. Les choix politiques faits dans une atmosphère d'union ont rapidement débouché sur la prospérité économique.

Pendant la guerre froide, exprimant la volonté de puissance des deux systèmes économiques antagonistes, les Etats-Unis ont soutenu la décolonisation, ils se sont libérés de l'apartheid existant encore dans quelques Etats de l'Union et, avec le dollar comme monnaie mondiale, ils ont bénéficié d'avantages économiques importants avec la libéralisation progressive des échanges. Le keynésianisme a progressivement perdu ses lettres de noblesse aux Etats-Unis, au profit d'une économie globalisée fondée sur une économie de marché de moins en moins sujette à l'interventionnisme étatique. Avec le processus croissant de la globalisation permise par les institutions

internationales et le libéralisme, le rôle de l'Etat sur le cycle des affaires et l'emploi a été contesté. Les interventions économiques des autorités publiques ont été mises sous surveillance libérale. Les Etats-Unis, la plus grande puissance mondiale, vont exercer leur pouvoir, leur *soft power*, parfois au détriment des pays alliés. En 1970, l'économie américaine est en crise. Du fait de l'inflation par les coûts, les taux d'intérêt ont considérablement augmenté.

En 1971, du fait de la fragilité du dollar, le Président Nixon décide de supprimer les sorties d'or du territoire américain contre des dollars, à un prix fixe, comme l'y obligeaient pourtant les accords de Bretton Woods et le *Gold Exchange Standard*. Les pays qui disposaient d'importantes réserves en dollars étaient ainsi spoliés. Cependant, face à la « menace » soviétique et à l'importance des Etats-Unis dans les stratégies de dissuasion nucléaire, les gouvernements concernés par cette action n'ont pas réagi, témoignage important de la domination américaine sur le monde occidental. Une crise de la dette du « tiers monde » s'est alors progressivement installée, qui prendra une force particulière au début des années 1980. Selon Desmond Tutu, Prix Nobel de la Paix, trente ans plus tard, le Lesotho était encore dans l'obligation de consacrer plus d'argent au remboursement de cette dette injustifiée au plan moral qu'à son éducation nationale.

En 1972, le traité SALT1 proposa de lier la limitation des armements stratégiques défensifs à celle des armements offensifs, afin de réduire les excès de la course aux armements des missiles intercontinentaux et d'améliorer la sécurité mondiale. Avec le Traité ABM (*Anti-Ballistic Missile*), l'existence d'un système de défense antimissile sur les territoires soviétiques et américains était interdite, de même que les systèmes installés en mer, dans l'air, dans l'espace extra-atmosphérique. De même, les pays s'engagent à ne pas transférer à d'autres Etats des systèmes ABM.

Malgré ses convictions conservatrices, le Président Nixon a mené une politique plutôt d'inspiration keynésienne. Il a augmenté les dépenses publiques civiles, soutenu une réduction des taux d'intérêt, imposé un contrôle des prix et des salaires, dévalué le dollar, développé des contrôles aux exportations et augmenté les pensions de retraite. Les Etats-Unis ont alors mené une politique appelée *benign neglect* (négligence bénigne), selon laquelle le gouvernement prend ses décisions non pas au regard d'une quelconque responsabilité dévolue à son leadership mondial, mais en fonction des intérêts spécifiques internes à son économie nationale.

En 1973, avec la baisse du dollar, l'OPEP s'est révoltée et a imposé, en plusieurs étapes, un prix quatre fois supérieur à celui qui avait été préalablement négocié, en recourant à un embargo, puis au système des quotas. Lorsque les pays exportateurs de pétrole sont intervenus pour récupérer la rente, il en a résulté une perte de pouvoir d'achat pour les pays industriels non producteurs de pétrole et des revenus faramineux pour quelques potentats du Golfe Persique. Il en a résulté aussi une récession économique mondiale, même si des masses

considérables de placements des pays exportateurs de pétrole s'installèrent dans les pays développés. Le choix des pays pétroliers a modifié ainsi les rapports de force. Les ressources naturelles redevenaient essentielles à la croissance mondiale, les économistes ne pouvaient plus l'ignorer par commodité d'analyse. L'hypothèse du « pic de production de pétrole des Etats-Unis », mis en évidence dès 1955 par King Hubbert, permettait d'estimer la quantité maximale de pétrole fournie par le sous-sol des Etats-Unis dans les années à venir, au moment même où les USA étaient en train de perdre le contrôle de la ressource énergétique dominante du développement économique contemporain. Le prix du pétrole allait coûter plus cher, mais la rente allait maintenant s'extraire sur des terres étrangères. Le coup de tonnerre de la révolte des pays de l'OPEP a mis brutalement en exergue la fragilité de la sécurité économique et même militaire des pays occidentaux. Dans ce contexte, plusieurs politiques étaient possibles pour les Etats-Unis⁴.

La politique mercantiliste de développement des exportations et de réduction des importations, d'amélioration de la compétitivité des entreprises ou de contrôle de la structure des revenus, n'était politiquement pas envisageable à moyen terme, au regard des accords salariaux internes, des négociations commerciales internationales, de la défense du libre-échange et de la puissance du système financier national. Pourtant, Nixon laissa flotter le dollar qui perdit de sa valeur contre le mark et le yen, provoquant une inflation et une stagnation des salaires réels.

Une négociation avec les pays pétroliers était nécessaire, en échangeant leur pétrole contre des armes et en les incitant à placer leurs ressources dans les banques américaines. Cette politique a eu quelques effets au départ, mais la perte de l'influence américaine sur l'Iran aura des effets clairement négatifs sur ce type d'échange.

A l'image de la politique des pays européens et des recommandations du rapport Meadows du Club de Rome, une politique de conservation et d'économie d'énergie, une recherche de sources alternatives, une fiscalité adaptée ou l'essor du nucléaire était une solution envisageable, mais elle n'a pas été retenue face au lobbying du pétrole et du gaz et à cause de la fusion partielle de la centrale nucléaire de *Three Miles Island*.

L'économie américaine a toujours été en mesure d'acheter le pétrole contre des dollars et de recevoir des barils contre des créances du Trésor public libellés en dollars. Ainsi, le pétrole a été payé par une carte de crédit dont la facture n'a jamais été réglée, car le dollar est devenu une monnaie de réserve. Cette solution a été privilégiée aussi bien par les créanciers que par le débiteur.

Il faut noter que cette hausse du prix du pétrole n'était pas, à l'origine, un problème économique insurmontable pour les Etats-Unis. Au contraire, dans la compétition économique internationale, elle fragilisait les économies

⁴ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

européennes et japonaises, alors même que les puits de pétrole américains redevenaient plus rentables. Cependant, d'un point de vue géopolitique, l'OPEP montrait une force nouvelle que les Etats-Unis ne pouvaient pas, au moins à court terme, contraindre. L'idée d'une guerre économique a été évoquée. Il est probable que les prix du pétrole auraient pu augmenter encore après 1980, mais la plupart des membres de l'OPEP n'avaient pas non plus l'intention de rentrer en conflit ouvert avec la puissance militaire et la capacité politique de nuisance des Etats-Unis sur leurs propres territoires. L'Europe étant muselée, seule l'OTAN était en mesure d'intervenir si besoin était.

Déjà affaibli par la fin peu glorieuse de la « guerre du Vietnam »⁵, le gouvernement des Etats-Unis va connaître une fin de décennie particulièrement difficile. En 1979, sous la présidence Carter, les mauvaises nouvelles vont s'accumuler :

- Un déficit commercial, l'inflation et l'effondrement du dollar s'installent dans l'économie américaine ;
- Les sanctions décidées par Jimmy Carter à l'encontre de l'URSS du fait de l'invasion de l'Afghanistan par l'Armée rouge ne sont pas très bien comprises par les citoyens américains, lesquels l'exprimeront en 1980 lors des élections présidentielles remportées par Reagan ;
- La perte de l'allié iranien, l'occupation de l'Ambassade américaine à Téhéran ainsi que l'incapacité des services spécialisés d'y mettre fin sont autant de signaux négatifs concernant la puissance américaine ;
- Le 18 juin 1979, le traité SALT II était signé, il prolongeait SALT I qu'il étendait au qualitatif. Ce traité n'est jamais entré en vigueur. La même année, un rapport confidentiel de la CIA concluait que l'URSS disposait d'une certaine supériorité militaire incontestable, surtout dans les forces terrestres et navales, et qu'elle violait impunément un certain nombre d'accords de détente. La détérioration des rapports de force au détriment des USA et l'accroissement de la puissance militaire l'URSS étaient alors largement évoqués et ils inquiétaient le gouvernement américain, qui n'a pas souhaité rendre publics les résultats de la CIA pour ne pas inquiéter les citoyens⁶. Le débat reste toujours ouvert, concernant l'estimation (exagérée ?) de l'armement soviétique. Cependant, en termes de motivation, de mobilisation et de ressources immédiatement disponibles, l'hypothèse de la force militaire dominante de l'URSS était fort plausible.

En 1980, Ronald Reagan, nouveau Président des Etats-Unis, s'est donné pour objectif de rétablir l'image des États-Unis dans le monde, *Make America Great Again*. Sa présidence est marquée notamment par une augmentation considérable des budgets alloués aux forces armées et la relance de la course aux

⁵ 58 000 Américains sont morts. Les Vietnamiens du Nord vont l'emporter, mais 3,8 millions de civils et militaires seront tués, soit 8 % de la population, sans compter les blessés et mutilés et les victimes du Napalm et de l'herbicide défoliant appelé l'agent orange.

⁶ Cox, A.M. (1981), « La C.I.A et la mesure du potentiel militaire soviétique », *Le Débat*, n°12, mai 1981.

armements, qui va atteindre une dimension telle que l'on pouvait alors s'interroger sur la réalité de l'équilibre de la terreur. D'un point de vue économique, l'Etat gendarme reprenait ses droits. L'Etat ne devait s'occuper que de la justice, du respect de la loi, de la sécurité nationale et internationale. Pour Reagan, il fallait libérer les « forces vives de la Nation » dans le domaine économique en faisant respecter le monétarisme cher à Milton Friedman, en appliquant à la fois la politique de l'offre (opposée au keynésianisme, en insistant sur la mise en œuvre d'une fiscalité incitative) et le principe du *benign neglect* qui consiste à ne pas prendre en compte les effets de cette politique sur les pays amis ou alliés. Il a engagé alors le retour de la force des Etats-Unis sur les plans économique, diplomatique et militaire ; sa politique agressive va conduire à l'éclatement du bloc soviétique et à la chute du communisme.

Lorsque les prix des produits énergétiques ont augmenté, la plupart des pays importateurs de pétrole se sont endettés auprès du système bancaire des Etats-Unis. Sous la pression des taux d'intérêt élevés, le dollar a repris de la vigueur, ce qui a provoqué la récession des pays en développement fortement endettés en dollars et un accroissement des inégalités de revenus des Nations. Dans ces conditions, la demande des matières premières et énergétiques s'est tassée, favorisant à la fois une réduction de leurs coûts et, par conséquent, des tensions inflationnistes. Par un programme de réduction d'impôt et l'essor des dépenses militaires, malgré un déficit commercial aggravé par un dollar fort et des taux d'intérêt élevés, la relance de l'économie américaine a été rendue possible, grâce à la chute du prix du pétrole et à de forts flux de capitaux entrants.

Donald Reagan, désireux d'affirmer la supériorité militaire de l'Amérique, s'engage alors dans l'Initiative de Défense Stratégique (*Strategic Defense Initiative*, ou SDI) qui consistait à renoncer à terme à la dissuasion nucléaire (et à l'équilibre de la terreur), au traité ABM (*Anti-Ballistic Missiles*) et à construire des boucliers de l'espace contre une attaque soviétique éventuelle, en équipant les stations orbitales de lasers capables de détruire en vol les missiles ennemis. Le monde entier fut surpris par cette annonce qui permettait la fabrication, jusques là interdite, de missiles antimissiles. Or, les conditions techniques d'un tel projet n'étaient pas réunies. Le complexe militaro-industriel n'était pas encore en mesure de construire de tels équipements, car des investissements importants devaient être engagés dans le domaine de la recherche fondamentale (2 à 3 % de la R&D) et dans la recherche appliquée (10 à 15 % de la R&D totale), avant de s'engager dans le développement (approximativement 85 % de la R&D). La somme dépensée au total sur la première décennie sur ce projet a dépassé 30 milliards de dollars, principalement dans les domaines de la recherche fondamentale et de la recherche appliquée. Ces chiffres soulignent l'importance du projet.

Dans ces conditions, l'URSS avait pour alternative soit d'engager un conflit (jugé trop meurtrier pour deux puissances nucléaires), soit de changer son

modèle économique pour le rendre plus performant. La course aux armements l'a conduite à consacrer des sommes considérables à sa défense et à l'innovation développée par le secteur militaro-industriel. Du fait du système de la planification et des priorités qui en résultaient, il est difficile d'estimer le poids du secteur militaire dans l'économie soviétique. Rapportées aux calculs réalisés sur la base des chiffres établis pour une économie de marché, les estimations approximatives situent l'effort soviétique entre 20 et 30 % du produit intérieur brut, ce qu'aucun pays au monde n'aurait pu supporter pendant près d'un tiers de siècle⁷. En fait, la glasnost et la perestroïka n'ont fait qu'accélérer l'effondrement de l'économie planifiée. L'Union soviétique s'est alors disloquée, le Pacte de Varsovie a pris fin et le communisme a définitivement abandonné les rênes du Kremlin à Moscou. Les Etats-Unis et l'OTAN dominaient alors le monde et Fukuyama pouvait revendiquer, à tort, « la fin de l'histoire »⁸.

L'initiative de Défense Stratégique a donné un coup d'accélérateur aux innovations dans l'économie américaine. En 2017, plus de 220 milliards de dollars ont été dépensés à ce titre, mais le système n'a toujours pas été testé, même à petite échelle, alors qu'il ne peut être utilisé qu'à l'encontre d'un « rogue state », comme la Corée du Nord, par exemple. Le projet ne déploie aucun laser ou instrument militaire dans l'espace, il propose des intercepteurs basés en Alaska et en Californie, ainsi que sur des missiles balistiques intercontinentaux placés sur 26 vaisseaux navals⁹. Les officiels américains affirment que le projet produit des résultats fiables, mais de nombreux experts restent dubitatifs sur cette question qui fait l'objet d'un débat entre spécialistes. Cependant, les investissements engagés dans cette course aux armements se sont exprimés par une injection massive de capitaux publics et 30.000 scientifiques ont été employés à cette fin dans les laboratoires militaires, avec l'aide des chercheurs des Universités partenaires. Cette politique a eu des effets positifs sur l'économie, à la fois pour la confiance dans l'avenir des Etats-Unis, mais aussi par la relance des technologies de pointe qui a pu bénéficier à de nombreuses entreprises et start-up numériques. La réussite du programme n'a pas encore produit des résultats opérationnels, « La guerre des étoiles » reste un film plutôt qu'une réalité, mais en aboutissant à la fois à l'effondrement de l'appareil militaro-industriel soviétique (incapable de suivre les investissements dans une recherche militaire déjà consommatrice de près de 90 % de la recherche nationale), à l'éclatement de l'URSS et à la fin de la guerre froide. Sur la base d'un pari aussi insensé qu'inattendu, le projet IDS a sans doute accéléré la chute d'une économie soviétique dont les efforts inconsidérés pour devenir la plus

⁷ Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris.

⁸ Fukuyama, F. (1989), *The End of History and the Last Man*, *The National Interest*, 1989.

⁹ Schwartz, Stephen I. (2012), *The real price of ballistic missile defenses*. WMD Junction, April 13

grande puissance militaire du monde ont sans doute été, *in fine*, mortifères et suicidaires.

II. 1990-2014. De l'hyperpuissance américains à la crise financière et économique internationale

La « pax americana » a accéléré la liquidation des empires historiques, elle a repoussé le socialisme soviétique et elle a vaincu la plupart des tensions révolutionnaires, tout en exerçant un leadership politique, militaire et culturel sur l'ensemble des pays développés. Avec l'effondrement de l'Union soviétique et l'accroissement rapide du « monde marchand » dans l'économie chinoise, le processus de globalisation de l'économie est devenu le fondement même des politiques économiques des Etats¹⁰. La création de l'Organisation mondiale du Commerce, se substituant au GATT¹¹, témoigne de la recherche de l'ouverture du commerce international et du développement de la concurrence avec la réduction négociée des droits de douane ou des contingentements et l'élargissement des pays acceptant le système d'économie de marché. La puissance devait s'exercer dorénavant de manière plus douce, sans recours à la coercition, par le principe du « soft power » cher à Joseph S. Nye.

Selon Edward Luttwak¹², six grandes mutations étaient attendues :

- Une dérégulation des cadres légaux, socioculturels et politiques des marchés.
- Une désintermédiation au sein des filières traditionnelles, ainsi qu'une porosité de leurs frontières traditionnelles.
- Une fragilité accrue des positions concurrentielles, liée à la fois à des phénomènes de concurrences « intra zones », et à un niveau d'éducation supérieur des sphères de consommation.
- Une externalité croissante des politiques stratégiques, liée à la fois à l'apparition de situations de coopération/concurrence inévitables, et à un mouvement d'externalisation des fonctions vitales des organisations
- L'ouverture des frontières, la libéralisation des échanges et les progrès de la technologie élargissant l'importance de firmes multinationales dotées de stratégies mondiales.
- Les capacités militaires des États développés ne constitueraient plus le principal facteur de la puissance sur la scène internationale¹³. Pour Edward

¹⁰ Fontanel, J. (2005), *La globalisation en analyse. Géoeconomie et stratégies des acteurs*, L'Harmattan, Paris. Fontanel, J., & Henriques, P. (2007). *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget, Lisboa.

¹¹ Fontanel, J. (1981, 1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris. Fontanel, J., Touatam Antipas (2015), La CNUCED, de l'alternative au GATT, à la collaboration avec l'OMC, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris.

¹² Luttwak, E.N. (1990) From Geopolitics to Geo-Economics: Logic of Conflict, Grammar of Commerce, *The National Interest*, n°20 (Summer). Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Odile Jacob. Paris. Luttwak, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.

¹³ L'information sur les dépenses militaires des Etats reste un facteur important dans l'idée que les Etats se font de la puissance de leurs homologues. Elle dévoile une politique de puissance ou de défense d'un pays, en

Luttwak, le nouvel ordre international suppose que l'arme économique remplace l'arme militaire comme instrument au service des États dans leur volonté de puissance et d'affirmation sur la scène internationale. Les menaces militaires et les alliances ont perdu leur importance avec la pacification des échanges internationaux. Les priorités économiques passent au premier plan. Les pays occidentaux cherchent à développer l'emploi hautement qualifié dans les industries de pointe et les services à haute valeur ajoutée, afin de préserver une situation économique favorable, menacée par les BRICS et les pays en développement. De fait, les contours du concept d'hyperpuissance sont difficiles à cerner. Le leadership ne peut être mesuré seulement par les axes de force, les fragilités sont parfois aussi importantes pour en mesurer l'intensité réelle. Ainsi, une économie dominante sans défense reste fragile, tout comme une force militaire puissante sans une économie très développée. D'autres facteurs interagissent comme le fonctionnement national du système politique et juridique, les alliances interétatiques, le *soft power*, le système éducatif ou les influences culturelles.

De l'hyperpuissance aux crises récurrentes : le retour à l'Etat gendarme

Au début des années 1990, les Etats-Unis vivent un instant d'hyperpuissance jusqu'au début des années 2000. Ils sont redevenus le sanctuaire du capitalisme, tous les pays du monde sont incités à développer leurs réserves de dollars, notamment en bons du Trésor, ce qui a permis au déficit commercial américain de se maintenir. Les importations se sont alors accrues, exerçant une influence déterminante sur la stabilité, voire la baisse des prix, en engageant une forte concurrence aux entreprises nationales, ce qui a favorisé la réduction des salaires des Américains des classes moyennes et pauvres. Devant cette situation, les syndicats sont restés impuissants. *L'American Way of Life* ne pouvait plus être financée que par l'endettement, au regard de la baisse des revenus des ménages et des entreprises. Les Etats-Unis sont alors entrés dans le cycle d'une économie privée fortement endettée.

L'analyse microéconomique souffre toujours du « *no bridge* » qui la sépare de la macro-économie. Or, le système globalisé a toujours produit des effets pervers, car les règles et les lois de chaque pays sont hétérogènes et offrent de grandes perspectives de profit aux spéculations et actions économiques et financières. Dans le système de l'économie de marché du XXIe siècle, la classe la plus riche cumule à la fois le profit et le pouvoir, l'intérêt

fonction du détail des données détaillées rendues disponibles soit par les Etats, soit par des organismes publics ou indépendants. Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *Paix et sécurité européenne et internationale*, PSEI <http://revel.unice.fr/psei/>. Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, PSEI, n° 3, 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>. Fontanel, J., Ward, M. D. (1993). Military expenditures, armament, and disarmament. *Defence and Peace Economics*, 4 (1), 63-78

général se confondant alors avec certains intérêts privés. Depuis 1980, on assiste à une hausse mondiale des inégalités, les entreprises cherchent à accroître leurs profits au détriment des contribuables, des salariés, des clients ou des concurrents honnêtes ou mal informés. Dans les années 1990, la révolution numérique avait soulevé beaucoup d'enthousiasme des opérateurs économiques, mais elle a permis aussi les arnaques financières. Dans les années 2000, l'effondrement du boom de l'informatique est acté et les guerres et conflits militaires larvés reprennent. En 2001, le Président Bush a réorienté 500 agents du FBI sur la fraude financière vers la lutte contre le terrorisme. La déréglementation a été voulue par le gouvernement, avec tous les dangers qu'elle représentait. En fait, la spéculation sans limite a alors atteint des sommets qui ont conduit à la crise de 2008. Aujourd'hui l'économie de marché n'a plus de morale, ni de moteur. La crise de 2007 et 2008 a profondément remis en cause le caractère vertueux de l'économie de marché et de la spéculation.

L'intervention de l'Etat n'est revendiquée que lorsque le secteur privé est embourbé dans la crise économique et sociale. Les plages d'action des politiques économiques des Etats étaient d'ailleurs réduites et contrôlées par l'ouverture des frontières. Officiellement, la politique monétaire n'avait pour objectif que de combattre l'inflation et les politiques budgétaires rendues libres ont conduit les pouvoirs publics à s'endetter, prisonniers d'un effet de ciseaux, entre la nécessité de mener une politique fiscale favorable aux firmes multinationales et aux grandes fortunes pour améliorer le pouvoir d'attraction économique nationale et l'obligation d'intervenir pour protéger les citoyens face à la précarité croissante des emplois, le chômage, la formation, le soutien aux seniors, la protection environnementale ou les menaces sécuritaires.

Les controverses sur l'intervention de l'Etat dans les économies de marché négligent souvent le fait que les deux agents (marché et Etat) sont complémentaires, et que tout dépend de la place de chacun dans cette complémentarité selon la situation économique et sociale réelle du pays. D'abord, le marché ne peut pas fonctionner sans des lois et des règles, sans sécurité nationale et internationale¹⁴. L'Etat assure et rassure, il agit notamment pour le respect des lois, la lutte contre le terrorisme ou les convoitises extérieures. Ensuite, si les forces du marché revendiquent le respect du droit de propriété défini par le droit romain, notamment de ses trois caractéristiques, à savoir « l'usus, le fructus et l'abusus »¹⁵, l'abus de la propriété individuelle pose des problèmes spécifiques à la collectivité que celle-ci ne peut accepter

¹⁴ Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of récent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley, U.K. Fontanel, J. (2016), La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, *PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n° 3. - <http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>. Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, Coll. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris.

¹⁵ Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique, Principes de politique économique*, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991. Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, L'Harmattan, Paris.

(pollution, changement de climat, situation de monopole, exploitation du travail, etc.). Dans ce contexte l'Etat a le devoir de protéger les citoyens. C'est dans le cadre de ses fonctions régaliennes qu'il propose des biens publics comme la justice, la police, l'armée ou l'éducation.

L'intérêt du profit des entreprises est survalorisé. Pour Josef Stiglitz¹⁶, la théorie dite des retombées positives ou du « ruissellement » des effets de la croissance et du développement économiques sur les pauvres est erronée. En l'absence d'une action spécifique des pouvoirs publics, les écarts des revenus et des patrimoines ne font que croître, provoquant une insatisfaction susceptible de provoquer des mouvements sociaux capables de remettre en cause le fonctionnement même du marché et le respect des droits et obligations des personnes physiques et morales. Au contraire, le développement des inégalités des revenus et des patrimoines est une cause essentielle, voire déterminante des crises économiques. En outre, l'horizon temps des décideurs économiques est hétérogène. L'économie marchande s'inscrit dans un espace de court terme, au regard des évolutions rapides qui secouent le champ de leurs compétences, de leurs contraintes de profit et de leurs parts de marchés. L'Etat doit se préoccuper d'un avenir plus ou moins lointain. Il s'agit alors de protéger les générations futures, contre une situation très dangereuse pour la vie sur Terre. Enfin, l'Etat favorise les transferts de revenus en vue, notamment, de financer les biens publics. Dans ce cadre, l'Etat peut fixer des règles qui permettent de prendre des décisions démocratiques, aussi bien par la mise en place de lois de protection de la santé, de l'éducation ou des conditions de vie des collectivités, mais aussi par l'introduction de nouvelles règles applicables à la gestion des entreprises dont la politique, trop souvent, est déterminée par les seuls actionnaires ou par la technocratie.

En réaffirmant la puissance américaine et son rôle de gendarme du monde en punissant l'Irak de Saddam Hussein à la suite de l'invasion du Koweït, Washington redevenait la capitale de la superpuissance militaire et économique mondiale¹⁷. Les capitaux affluaient vers les Etats-Unis, Wall Street flambait, de nouvelles technologies apparaissaient, le chômage chutait à 4 % et l'inflation était contenue. Cette « nouvelle économie » apparaissait comme un nouveau « miracle » du capitalisme. Alors que la situation semblait s'améliorer et que les Américains trempaient dans un optimisme atavique. La FED s'est approprié ce résultat, en engageant la politique dite de la « Grande Modération », laquelle n'était d'ailleurs possible que dans un pays disposant d'un leadership mondial incontesté. Dans ce contexte, les entreprises ont amélioré la gestion de leurs stocks, elles ont bénéficié du double effet d'une sophistication et d'une déréglementation des marchés financiers, elles ont développé les activités de service, grâce à l'application optimale des technologies informatiques. La

¹⁶ Stiglitz, J. (2002), *La grande désillusion*, Fayard, Paris.

¹⁷ Guilhaudis, J-F. (2010), *Relations internationales contemporaines*, Litec/jurisclasseur, Paris, 2017, 4^e édition à paraître.

situation économique semblait être entrée dans le « cercle vertueux » de la confiance réciproque des agents économiques, chaque citoyen étant convaincu par la politique économique, sociale et sécuritaire du gouvernement et par le dynamisme exceptionnel des entreprises. Au fond, seules des décisions erronées de la banque centrale pouvaient modifier cette situation jugée quasi optimale pour les Etats-Unis. Pourtant, au tournant du XXI^e siècle, les crises conjoncturelles, sectorielles ou générales sont réapparues, presque subrepticement. Les syndicats perdaient leur influence, la délocalisation des entreprises nationales s'accroissait et des pans entiers de l'industrie nationale s'effondraient. Les firmes ont parfois modifié leurs écritures comptables, soutenues par des sociétés d'expertise *a priori* indiscutables. Les économistes ont été incapables de prévoir ces changements, bien trop occupés à vendre une expertise qui n'était bien souvent qu'une plaidoirie unilatérale en faveur de leurs clients dynamiques les plus riches.

Pendant la Présidence Clinton, l'excédent budgétaire était cependant accompagné par un endettement croissant des ménages pris au piège du boom des technologies de l'information et par la spéculation immobilière. Lorsque ces investissements se sont réduits, les particuliers et les entreprises ont pris leurs bénéfices et la Bourse s'est effondrée en 2001. En outre, la menace terroriste a frappé à New York et à Washington, le 11 septembre 2001. En situation de récession, le déficit public est toujours inévitable. Les marchés sont restés confiants concernant la dette publique des grands pays développés, notamment celle des Etats-Unis, défenseur inconditionnel de l'économie de marché. Pourtant, les responsables politiques n'aiment pas avoir, à terme, un bilan d'endettement ; ils ont tendance à réduire leurs dépenses et à augmenter les impôts. Dans ces conditions, l'économie sombre dans une stagnation propice à l'émergence d'un cercle « vicieux » fondé sur le triptyque augmentation des impôts, réduction du pouvoir d'achat des ménages et des entreprises, réduction des investissements, récession économique, baisse des ressources publiques, augmentation de l'endettement public, augmentation des impôts, etc... Pourtant, les Etats-Unis disposent d'un grand avantage. Les Etats étrangers souhaitent détenir des bons du Trésor américain comme avoir de réserve, en exportant plus qu'en important. Le dollar comme monnaie de réserve bénéficie alors d'un soutien de ses cours. C'est un avantage considérable pour l'économie américaine.

La théorie des « cygnes noirs » considère que la crise n'est pas due au système économique et financier lui-même, mais à des événements imprévisibles qui transforment l'ordre normal des choses. C'est l'idée selon laquelle il faut un « alignement exceptionnel des étoiles » pour qu'une telle situation irréversible et violente puisse se réaliser. Il n'y aurait donc pas de déterminisme dans la crise ou d'insuffisance dans la science économique, seulement l'apparition de faits inhabituels malheureux, ce qui dédouane tous les responsables politiques et les experts. Dans cette conception, la crise de

2008 était imprévisible, sauf pour les pessimistes récurrents qui se réfèrent plus souvent à leurs états d'âmes qu'à l'exercice d'une rationalité économique rigoureuse. Pourtant, les crises sont récurrentes, les économies des pays de plus en plus instables, qu'elles soient développées ou en développement. Tous les continents sont concernés avec l'essor de la globalisation. Les crises sont plus fréquentes qu'elles ne devraient l'être statistiquement, mais il est difficile d'en mesurer la fréquence, l'importance conjoncturelle ou la profondeur structurelle. Ainsi, les économistes qui avaient soutenu que la crise financière était une menace croissante n'ont guère été entendus¹⁸.

A côté de thèses concernant l'amoralité des opérateurs économiques et financiers, les théories les plus rationnelles mettent en avant les bulles financières, le défaut de remboursement lié aux cycles économiques et l'intervention mal profilée de l'Etat.

La bulle financière

La crise va débuter en août 2007, elle s'est ensuite développée jusqu'en mars 2008, avec la faillite et la vente à prix bradé de Bear Stearns. Cependant, les gouvernants ne se sont pas affolés outre mesure, ils ont considéré que les problèmes étaient gérables, malgré un ralentissement dommageable de la croissance. En septembre 2008, avec la faillite inéluctable de Lehman Brothers, la chute de AIG, la vente de Merrill Lynch et la prise de contrôle de Fannie Mae et de Freddie Mac par l'Etat, l'affolement gagna le monde. Les fonds communs de placement quittèrent les banques d'affaires pour se réfugier dans les banques de dépôts (les plus grandes) avec leurs avoirs garantis. L'accès au dollar s'est tari dans le monde, provoquant une hausse inattendue du dollar. Le gouvernement américain, pour réduire l'effet de panique, s'est alors donné comme objectif la survie des grandes banques détenant de mauvais titres. Il en a résulté une raréfaction des nouveaux prêts, la baisse de la valeur des actifs immobiliers et l'impuissance de nombreux ménages face à la croissance de l'endettement net de leur patrimoine.

Pourtant, en 2009, le CBO (*Congressional Budget Office* des Etats-Unis) a pronostiqué que, même sans rien faire, le sentier de la croissance économique américaine réapparaîtrait dès 2015. Ainsi, la crise était une situation malade normale de l'économie dont l'éradication demandait seulement un peu de temps pour disparaître. Dans cette analyse, les questions de l'emploi ou de la paupérisation croissante des ménages n'ont été abordées que marginalement. La crise est considérée comme un phénomène inévitable, qui permet de « nettoyer » les excès du système, notamment les « bulles financières ». L'Etat n'a pas à

¹⁸ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris, p. 93. Baker, D. (2002), *The Run-Up in Home Prices: Is it a real or is it Another Bubble ?* Washington DC, Center for Economic Policy and Research, August. www.cepr.net/documents/publications/housing_2002_08.htm. Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), Spéculation et instabilité financière internationale, in *Des flux et des territoires. Vers un monde sans Etats ?* Sous la direction de Bernard Jouve et Yann Roche, Presses de l'Université du Québec, Montréal.

intervenir car, selon Alan Greenspan, l'éclatement de la bulle dépend de facteurs d'ordre psychologique, sociologique ou politique. Dans ce contexte, il est inutile de réglementer ou d'intervenir au niveau macroéconomique, il faut appliquer la règle du laisser-faire. La crise finie, le système permet le redémarrage de la croissance économique vers une situation optimale qui ne peut être contestée que par de nouveaux chocs politiques producteurs de nouvelles crises. La reprise est automatique.

De manière plus empirique, les effets de domination des grandes puissances développées, notamment les Etats-Unis, sur les autres pays continuent à s'appliquer. La finance américaine de Wall Street a conçu des instruments financiers exotiques, puis elle les a vendus aux investisseurs d'Europe, d'Asie ou d'Afrique. L'effondrement de la bulle immobilière a provoqué la disparition de milliards de dollars de patrimoine financier dans un système recourant massivement à l'effet de levier¹⁹. Dans le même temps, les pays développés se sont donnés pour objectif de « sauver » leurs propres économies nationales, même au détriment de tous leurs voisins. Ils ont ainsi pu profiter des problèmes spécifiques des BRICS et des pays du Golfe pour imposer encore cette précarité financière au monde. En fait, le virus de la finance précaire et volatile s'est propagé dans le monde entier, mais les médicaments (les politiques engagées) n'ont été dispensés d'abord et avant tout qu'au bénéfice des banques des pays les plus riches, tout en rendant plus grave encore la situation des pays les moins avancés. Les Etats des pays développés ont renfloué leurs banques et garanti leurs dépôts, ce qui donne à ces dernières un énorme avantage concurrentiel sur leurs homologues du Sud.

Pourtant, la bulle financière était prévisible, car le « *price/earning ratio* » (rapport cours/bénéfice à la bourse) était très élevé, ce qui tend à faire baisser les cours du fait d'une rentabilité déclinante. Il en résulte de fortes tensions vers une récession économique généralisée, du fait de l'incapacité des emprunteurs de rembourser leurs dettes. Un deuxième indicateur, le rapport prix immobilier/loyer était devenu trop élevé, ce qui réduisait la compétitivité de l'immobilier au regard des autres actifs financiers. Certes, les valeurs « normales » n'ont pas toujours le même sens pendant les périodes de changements épistémologiques forts, avec la « nouvelle économie ». Cependant, elles fournissent des informations utiles. Pour le Président de la FED, les bénéfices allaient monter au niveau requis par l'exercice des mécanismes normaux du marché. Or, sans l'intervention de l'Etat, un système financier en faillite plonge dans une profonde récession. Dans ce contexte, les Etats-Unis ont perdu de leur prestige et de leur puissance, mais le pays a été capable de sortir

¹⁹ L'effet de levier permet d'acquérir des actifs avec un minimum de fonds propres par l'emprunt, ce qui permet d'augmenter son capital. Cependant, si le taux de crédit s'avère, *in fine*, supérieur au taux de rentabilité du projet, la rentabilité des fonds propres s'effondre (effet de massue ou effet boomerang).

de la crise, sans égard pour les pays qui ont payé de leur croissance cet échec du système financier globalisé dominé par l'économie américaine.

Le défaut de remboursement lié aux cycles économiques

Les inégalités sont nées du double effet d'une croissance économique récurrente et de la stagnation des salaires. Comme les banques prêtent aux ménages, l'endettement, notamment avec une hypothèque immobilière, devient une condition d'exercice d'un mode de vie jugé acceptable, en situation normale. La dette privée et son service augmentent et prennent alors une place excessive dans les dépenses des agents, au regard de l'importance des mensualités afférentes. Dans ces conditions, avec un renversement de la conjoncture, les défauts de remboursement conduisent à des situations sociales d'autant plus graves qu'une perte de confiance s'insinue dans les stratégies des agents économiques à l'encontre de toutes les formes d'endettement ou de placement. Cette thèse ne se réfère pas à l'action des banques qui ont prêté imprudemment des fonds à des ménages en situation économique difficile. Les banques ne veulent apparaître que comme de simples intermédiaires, mais elles cherchent d'abord à faire du profit, par des moyens sophistiqués, même au détriment des plus pauvres. Ces actions de court terme qui peuvent les conduire à subir des non remboursements de prêts à plus long terme n'inquiètent pas les banques outre mesure, car elles récupèrent les biens hypothéqués, souvent à des tarifs qui dépassent leurs engagements. Dans cette analyse, les banques ne sont coupables de rien. En outre, les plans de stimulation de l'Etat, financés par de la dette publique, créent des effets d'éviction. La dette de l'Etat absorbe l'épargne des particuliers et des entreprises, elle est partiellement responsable de la crise. Il faut donc revoir et surtout remettre en cause les avantages sociaux²⁰.

L'intervention mal profilée de l'Etat

Dans le cadre de la crise de 2008, les observateurs ont pu faire valoir que les lois sont parfois à l'origine des inflexions économiques. Par exemple, aux Etats-Unis, la loi intitulée *Community Reinvestment Act* (1977) a fait obligation aux banques d'accorder des prêts dans toutes les localités où elles collectent les dépôts²¹. Les deux entreprises parrainées par l'Etat (mais privatisées) Fannie Mae et Freddy Mac ont acheté des prêts hypothécaires sur le marché privé pour partager les risques et refinancer les prêteurs. Ces sociétés ont encouragé l'aléa moral et la sélection négative (recherche d'emprunteurs insolubles) parce qu'elles jouissaient d'une garantie implicite contre les pertes. Cet encouragement de l'expansion de la propriété avec les NTM (*non traditional mortgages*, prêts hypothécaires) soutenu par l'Etat a favorisé l'essor des problèmes d'insolvabilité en deux ou trois ans. L'action publique perturbe la

²⁰ Fama, E.F. (2009), *Bailouts and stimulus plans*, January, 13.

www.dimensional.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

²¹ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Seuil, Paris

rationalité des agents et elle remet en cause les conditions normales d'entreprises cherchant à maximiser leurs profits. L'intervention de l'Etat pour favoriser l'achat immobilier des familles à faible revenu a conduit inéluctablement à des financements de prêts hypothécaires non traditionnels, dont le défaut de paiement a été l'une des causes du naufrage du système. Dans ce contexte, l'Etat ne pouvait plus intervenir et assurer les remboursements. L'idée aussi du « *too big to fail* » a laissé entendre qu'il y aurait un filet de sécurité public, ce qui ne pouvait plus être possible au regard des sommes évoquées.

Pour Alan Greenspan²², les entreprises disposaient d'importantes liquidités disponibles mais, au regard des incertitudes et de l'activisme généralisé de l'Etat pour accélérer la reprise économique, elles n'ont pas souhaité investir. Les interventions de l'Etat finissent par entraver les marchés au lieu de leur donner de la force. L'incertitude provoquée par l'environnement concurrentiel, financier et réglementaire proposé par l'Etat après la chute de Lehman Brothers est responsable de la moitié du déficit d'investissement en capital aux Etats-Unis. Si la crise a continué son œuvre, c'est de la faute du gouvernement américain et de Barack Obama. La « bulle » n'aurait pas existé, car les marchés libérés reviennent toujours à l'équilibre. L'ARRA (*American Recovery and Reinvestment Act*) est un projet discutable, comme l'a été le New Deal. Cette analyse est pour le moins peu convaincante.

Les Etats occidentaux se sont quand même engagés à refinancer les banques, ils ont promis de restructurer leurs activités et d'appliquer de nouvelles lois pour réduire les risques systémiques. Les victimes des « *subprimes* » n'ont fait l'objet d'aucune sympathie particulière de l'Etat. Pourtant, aujourd'hui encore, les engagements pris par les Etats et les banques n'ont pas été tenus du fait du lobbying dominant des banquiers sur la classe politique et la haute administration. Le CEA (*Council of Economic Advisers*) a réclamé un plan d'aide de l'ordre de 1000 milliards de dollars, mais l'aide a été réduite de moitié sur deux ans. Le programme de sauvetage des actifs à problème (*Troubled Asset Relief Program*, TARP) de l'ordre de 700 milliards de dollars, avait un contenu politique en faveur des banques. Le Trésor a profité du TARP pour prendre des participations dans les grandes banques, ce qui leur a fourni le capital nécessaire pour respecter les nouvelles réglementations. La Banque centrale a créé son propre fonds de soutien aux actifs toxiques. La FED a procédé aussi à des swaps de devises (600 milliards de dollars) avec les banques centrales étrangères, mais cette opération a provoqué une hausse du dollar par rapport aux grandes monnaies internationales, car les acteurs économiques nationaux et internationaux ont eu tendance à conserver leurs dollars, au détriment de leurs autres actifs financiers.

²² Greenspan, A. (2011), Activism, *International Finance*, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

Fin 2009, le gouvernement américain a clairement exprimé son désir de ne pas nationaliser les banques en difficulté tout en les protégeant de la faillite²³. Les cours des actions bancaires ont alors connu une ascension spectaculaire, ce qui a permis aux banques de continuer leurs affaires, sans contrainte d'activités ni de rémunérations. Le système a bien résisté dans le cadre d'une prévarication organisée. La FED a continué ses programmes d'assouplissement quantitatifs (*quantitative easing*) d'achats permanents d'actifs financiers au système bancaire, notamment les titres adossés aux prêts hypothécaires. Après que les taux d'intérêt se soient rapprochés de 1%, la FED a conduit une politique monétaire en vue de soutenir la croissance économique. Cependant, le soutien aux banques était supposé profiter à l'économie américaine, mais il a bénéficié d'abord aux banquiers, lesquels cinq ans après n'avaient pas repris leurs activités de prêts aux entreprises et aux ménages. La crise a rappelé l'importance des risques. Les banques ont cherché d'abord à reconstituer leurs fonds propres en empruntant à bas prix à la banque centrale et à prêter à nouveau, sans risque à plus long terme à un taux plus élevé, notamment auprès du Trésor. Cette politique a eu des effets positifs à court terme sur l'économie américaine²⁴, mais le plan de relance a accru le déficit public du budget fédéral. La politique de l'Etat a atténué les effets les plus négatifs de la dépression, grâce notamment à ses programmes sociaux (*Social Security, Medicare, Medicaid*, assurance chômage, assurance invalidité, bons alimentaires et structure progressive de l'impôt sur les revenus). C'est le secteur public qui a sauvé le secteur privé, au prix d'un fort endettement. Aujourd'hui, le secteur privé conteste l'endettement des Etats et il dispose d'arguments forts pour les contraindre, *in fine*, à rembourser.

Les firmes sont toujours incitées à faire jouer la concurrence entre les Etats, alors même qu'à l'intérieur des espaces économiques homogènes une lutte apparente contre les activités déloyales des trusts est revendiquée. La question des impôts et taxes à la charge des entreprises constitue un élément essentiel de l'attractivité des économies nationales mises en concurrence. Aujourd'hui, les entreprises incorporent les prélèvements obligatoires dans leurs calculs préalables à l'implantation de leurs unités de production ou de commercialisation. Ce n'est pas le seul facteur d'incitation à investir dans un pays, mais dans le cadre d'une économie globalisée il prend une importance particulière dans les choix des entreprises, des actionnaires ou des épargnants. Sur la base de la célèbre courbe de Laffer, la relation entre le revenu du gouvernement et son taux d'imposition doit toujours être clairement identifiée. Un taux d'impôt excessif tue l'activité de l'entreprise et réduit à terme l'impôt lui-même. Il convient alors de déterminer le taux optimal d'imposition, celui qui

²³ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

²⁴ Gagnon, J.E. (2016) Quantitative Easing: An Underappreciated Success, *Peterson Institute, Policy Brief*, April, 7 p.<http://www.piie.com/publications/pb/pb16-4.pdf>

permet au gouvernement de se doter de ressources publiques suffisantes au regard du niveau d'activité présente et future de l'économie nationale. Un cycle de causes à effet se met en place dans la redistribution du revenu national entre les instances publiques et le secteur privé. Les « effets pervers » doivent être plus que compensés par les effets « vertueux ». La réduction de l'impôt sur le capital le rend moins onéreux par rapport au prix du travail, ce qui favorise une substitution du travail au profit du capital et une tension vers la baisse des salaires. Cependant, cette nouvelle situation peut conduire à une augmentation de la production, ce qui implique aussi une nouvelle création d'emplois et une tension éventuelle sur le marché du travail. La question est alors de déterminer quelles sont les résultantes de ces effets contradictoires.

Le taux d'imposition sur le capital des Etats-Unis est plus important que celui de tous les autres pays du G7, même s'il ne faut pas oublier l'existence du Delaware, un véritable paradis fiscal à l'intérieur même des Etats-Unis, dans lequel de nombreuses firmes multinationales s'installent²⁵. Dans ces conditions, l'attractivité des Etats-Unis est remise en cause, les épargnants américains préférant investir à l'étranger, ce qui est très dommageable dans une économie ouverte à l'ensemble de l'économie nationale. Il en résulte une pression en faveur du chômage et une réduction moyenne des salaires. Pour les Etats-Unis, au regard des avantages de leur rôle dans l'économie mondiale et de sanctuaire du capitalisme, les capitaux devraient affluer à la suite d'une réduction significative (mais pas excessive) des impôts sur les sociétés. Le poids des impôts sera alors supporté principalement par le facteur travail.

III. Le leadership américain en question en 2017

Le gouvernement des Etats-Unis s'est servi de sa puissance technologique et médiatique pour éviter de parler des limites de la croissance. Il est certain que si le mode de production américain était appliqué dans tous les autres pays les ressources énergétiques et de matières premières seraient rapidement épuisées, au regard des technologies disponibles. Il est évident que les populations des pays en voie de développement n'atteindront jamais le niveau de vie des citoyens américains, sauf exceptions pour les couches hautes de leurs sociétés.

Plusieurs axes de la puissance américaine témoignent d'une fragilité certaine, même si son leadership ne semble pas encore fondamentalement contesté. Ils concernent le rôle international du dollar, l'endettement public, la

²⁵ En 2013, pour Mintz et Chen, les Etats-Unis appliquaient le plus fort taux d'imposition sur le capital du G7, avec un taux d'imposition marginal de 35,2 %, contre 25,4 % en 1994. Pour Tuerck et Angelini, si l'on inclue les taxes sur le capital des sociétés et des individus, le taux marginal du taux d'imposition passe à 48,03 % Mintz, J., Chen, D. (2014), *The U.S. Corporate Effective Tax Rate: Myth and the Fact 2014*. Available at <http://taxfoundation.org/article/us-corporate-effective-tax-rate-myth-and-fact>. Tuerck, D.G., Angelini, J.A. (2015), *Policy Report, N° 376*, November. Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays « filous »*. La fuite organisée des impôts vers les pays complices, L'Harmattan, Paris.

situation de son commerce extérieur, la question pétrolière, l'avenir de la globalisation économique, l'importance de son secteur militaire, sa capacité d'intervention dans les conflits internationaux, la force de ses innovations et son influence culturelle.

Le poids du dollar et l'endettement public

Les Etats-Unis disposent toujours du privilège, sans coût, du dollar comme monnaie internationale de réserve. Ce privilège n'est pas remis en question, le dollar reste la monnaie de base du commerce des matières premières, des échanges internationaux et le principal instrument de réserve. Cependant, depuis quelques mois, son importance faiblit comme en témoignent les liens de plus en plus distendus avec la gestion des actifs financiers et monétaires des économies russes et chinoises. Il n'empêche que les acteurs privés restent très attachés à cette monnaie, au regard des contrats à terme encore disponibles.

La demande de dollars rend soutenable la dette publique des Etats-Unis. Le déficit commercial américain permet aux autres pays de disposer des bons du Trésor américain dans leurs réserves. L'Etat peut toujours contrôler la devise dans laquelle ses bons sont émis et les payer en liquide. Un défaut de paiement de l'Etat américain sur ses bons en dollars est difficile à concevoir et le danger d'une faillite n'est donc pas recevable, au moins à court terme, selon le degré de confiance dans les actions gouvernementales à venir. Les risques systémiques perçus concernent l'inflation et la dépréciation du dollar, deux variables économiques qui réduisent l'intérêt réel des bons d'Etat. Ce danger potentiel ne semble pas insurmontable, mais cet endettement commence à inquiéter nombre d'analystes. Il est intéressant, à cet égard, de rappeler les principaux créanciers de la dette fédérale américaine en 2011 et en 2015 (Tableau 1). En 2016, près de 45 % de la dette publique « marchande » était détenue par des investisseurs étrangers, en provenance de Chine (9 %) et du Japon (8,3%).

Tableau 1 – Les principaux créanciers de la dette fédérale américaine, en décembre 2015 et 2011, en milliards de dollars et en pourcentage²⁶

Pays	Montant détenu 2015	%	Montant détenu en 2011	%
Chine	1246,1	20,27	1151,9	23,01
Japon	1122,6	18,26	1058,1	21,13
Centres bancaires des Caraïbes	351,7	5,72	260,8	5,21
Exportateurs de pétrole	292,5	4,76	227,2	4,54

²⁶ Labonte, M., Nagel, J.C. (2016), *Foreign Holdings of Federal Debt*, Congressional Research Service, March 28, <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/RS22331.pdf>

Irlande	265,1	4,31	ND	ND
Brésil	254,8	4,14	226,9	3,54
Suisse	231,9	3,77	142,4	2,84
Royaume-Uni	218,3	3,55	ND	ND
Luxembourg	200,5	3,26	147,6	2,95
Hong Kong	200,2	3,26	ND	ND
Taiwan	ND	ND	177,3	3,54
Russie	ND	ND	149,5	2,99
Belgique	ND	ND	135,2	2,70
TOTAL	6148,2	100	5006,9	100

Les investissements étrangers ont eu tendance à diminuer depuis 2016, avec moins de 6.000 milliards de dollars. La Chine vend ses dollars pour freiner la dépréciation de sa monnaie nationale, l'Arabie saoudite pour compenser la réduction de ses revenus pétroliers et le Mexique pour des raisons économiques internes. Fin 2015, la dette américaine était décomposée en une dette détenue par le public (72,3 % du total) et la dette intergouvernementale, non marchande, dépendant de programmes publics comme le *Social Security Trust Fund* (27,7 %). Selon le CBO, l'endettement public américain devait dépasser 19.100 milliards de dollars début 2016 (103 % du PIB)²⁷, soit une dette de près de 60.000 dollars par habitant, ce qui, à terme peut vraiment commencer à poser des problèmes de confiance dans l'économie mondiale.

Cependant, les promesses de relance budgétaire énoncées par Donald Trump annoncent à la fois une accélération du déficit public et celui du commerce extérieur. La position financière mondiale incite les Etats-Unis à accepter un déficit budgétaire substantiel et une dette nationale importante, afin de fournir les actifs en dollars que les investisseurs nationaux ou étrangers souhaitent détenir, le taux d'intérêt restant sous contrôle de la FED. C'est un avantage très conséquent pour les Etats-Unis, le sanctuaire du capitalisme. Il n'en reste pas moins qu'il faut aussi ne pas dépasser le seuil de confiance des agents économiques internationaux dans la monnaie et dans l'économie de ce pays. Le problème, c'est que les économistes ne sont pas en mesure de définir le niveau d'endettement public qui maintiendrait ou ébranlerait la foi dans la solidité du système économique américain. L'empilement des dettes laisse apparaître un certain potentiel de crise économique que la puissance de l'économie américaine n'est pas en mesure de combattre, surtout avec sa politique monétaire et financière habituelle du « *benign neglect* ». Si une crise financière surgissait à nouveau, les conséquences économiques seraient importantes et les coûts humains particulièrement graves. Dans les situations de crise économique et financière, les erreurs du secteur privé deviennent presque instantanément des dettes du secteur public.

²⁷ Business Bourse (2016), *La dette des Etats-Unis dépasse les 19.000 milliards de dollars*, February. <http://www.businessbourse.com/2016/02/04/la-dette-des-etats-unis-a-depasse-les-19-000-milliards-de-dollars/>

La question énergétique

Les nouvelles technologies permettent de disposer des ressources qui n'étaient, sans elles, ni utilisables, ni rentables. Elles augmentent l'offre disponible, mais à des coûts plus élevés qui seront répercutés sur l'ensemble des ressources, créant ainsi une rente pour les producteurs opérant sur des champs d'extraction moins difficiles. L'endettement consécutif à l'investissement nouveau peut, avec un retournement de la conjoncture, conduire à un défaut de paiement. Les tensions qui en résultent alors entre les pays peuvent favoriser l'expression de menaces de guerre ou de conflits armés. La fermeture des puits de pétrole par l'OPEP serait susceptible de conduire à des formes de guerre, dont l'expression concrète reste à définir. Les Etats peuvent décider l'application de mesures de coercition ou laisser une génération épuiser les ressources nécessaires aux générations futures. De même, les grandes entreprises peuvent engager des rapports de force par la maîtrise des coûts, les fusions ou la réalisation de nouveaux investissements de puissance. Cependant, les systèmes de production à coûts fixes élevés sont aussi vulnérables à la concurrence de nouvelles technologies innovatrices, aux coûts des matières naturelles, aux conflits mondiaux, aux anticipations complexes et croisées ou au terrorisme. L'instabilité économique est devenue une constante. La variabilité des prix des ressources naturelles rend difficile l'investissement de long terme. Aujourd'hui, les ressources rares sont financiarisées, leurs prix montent en période de spéculation, puis s'orientent à la baisse lorsque la demande des consommateurs se fixe à la baisse. Quand les prix augmentent, les entreprises subissent une réduction de leurs profits, les ménages de leur pouvoir d'achat, mais le recyclage des profits (vers d'autres pays, notamment dans les paradis fiscaux) ne se fait pas nécessairement dans les économies nationales ainsi touchées. Pour les Etats, le choix est délicat, il se situe entre l'ampleur d'une récession immédiate ou une crise reportée plus tard grâce à l'endettement.

L'effet du collier étrangleur²⁸ intervient lorsqu'il y a une pénurie nette d'une ressource stratégique, avec une demande supérieure à l'offre au prix souhaité et lorsqu'une manipulation de l'offre peut naître par la thésaurisation ou la spéculation. Même le concept de « pic de production pétrolière mondiale » a pu servir pour influencer le cours des prix du pétrole. Dans ce cas, les prix peuvent augmenter très vite, ce qui provoque une récession par la perte de rentabilité des entreprises grandes consommatrices de matières énergétiques. Le choix des ressources énergétiques renouvelables n'est pas suffisamment affirmé, car celles-ci ne sont pas encore jugées suffisamment importantes et compétitives, même si des recherches intéressantes d'économie des énergies ont

²⁸ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

produit des résultats encourageants²⁹. L'énergie nucléaire présente des avantages à court terme, mais c'est un investissement à long terme dont l'usage militaire présente un danger pour l'ensemble de l'humanité. De même, la fracturation hydraulique n'a pas encore prouvé son intérêt dans une perspective de long terme et elle pose des problèmes environnementaux inquiétants. Le changement climatique lui-même n'a pas d'impact réel aujourd'hui sur les décisions des entreprises. Ses effets sont supposés à long terme, et donc négligeables aujourd'hui. En fait, les coûts des matières premières naturelles sont au cœur de la crise financière, même si la science économique dominante n'aborde que trop rarement cette question.

La puissance militaire

La puissance militaire a toujours joué un rôle central dans l'économie mondiale³⁰. La *Pax americana*, malgré les échecs du Vietnam, est bien toujours présente, armée et active. Cependant, la puissance militaire a perdu son pouvoir de prédation et de domination ultime. Si l'empire américain semble encore capable de lutter contre l'anarchie mondiale et de faire respecter l'ordre économique, financier et commercial, il est aujourd'hui contesté. La question est de savoir si l'ordre peut être imposé. L'effort militaire n'est pas suffisant pour imposer une loi d'hyper puissance. Tous les conflits de ces dernières années mettent en évidence cette impuissance relative de la plus grande puissance militaire au monde, capable potentiellement de détruire la Terre entière sans pour autant être capable d'imposer sa loi dans les territoires lointains et reconstruire à son image.

Les empires se sont bâtis par la violence, l'esclavage, le pillage et une administration publique « efficace ». Le contrôle était plus ou moins bien conduit du fait de la distance, du coût d'entretien des armées, de l'aversion à l'impôt et d'un éloignement progressif de génération en génération avec la métropole. Le processus de décolonisation et les nouvelles technologies ont progressivement changé la donne. Les Etats-Unis dominent aujourd'hui l'orientation de l'économie mondiale globalisée. Pour Ferguson³¹, les instances internationales sont au service des Etats-Unis, grâce à une administration solide, à leur puissance économique et à leur force militaire. Cependant, l'indépendance nationale de nombre de pays est souvent feinte. Ainsi, après la guerre du

²⁹ Choudhry, H., Lauritzen, M., Somers, K. Van Niel, J. (2015), *Technologies that could transform how industries use energy*, McKinsey & Company, November 15, <http://www.mckinsey.com/business-functions/operations/our-insights/technologies-that-could-transform-how-industries-use-energy>

³⁰ Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris. Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale. In J. Fontanel (Ed.), *Economie politique de la sécurité internationale*. Paris : Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan. Smith, R., & Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations. In Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), *War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development*. London: Emerald. Smith, R., & Fontanel, J. (2010). *International security*. Politics, Policy, Prospects.

³¹ Ferguson, N. (2004), *Colossus : The Price of America's empire*, Penguin Press, NY.

Vietnam perdue politiquement, à l'exception de Grenade et de Panama, jusqu'en 1991 les USA ont résisté à l'emploi de la force. La première guerre irakienne a été facile, en terrain découvert, face à des forces militaires bien connues. L'hypothèse de l'hyperpuissance américaine a connu un démenti au XXI^e siècle dans les opérations d'occupation en Irak et en Afghanistan. Les résultats n'ont pas été à la hauteur de l'optimisme affiché initialement du fait de l'urbanisation, de l'évolution des armements, de l'accueil hostile de la population autochtone, de la présence obsédante des médias, de la faible durée de service de l'occupant et du coût d'une armée technologique qui ne considère plus ses militaires comme de la « chair à canons ». Dans le monde moderne, la guerre coûte trop cher ou alors elle détruit tout. Les échecs américains relatifs en Irak et en Afghanistan ont bien été enregistrés, les coûts se sont concentrés sur les coûts d'opportunité, notamment les investissements sociaux. Les bons d'Etat américains restent toujours un refuge pour tous les pays, ils représentent des armes bien plus puissantes que les moyens militaires³². La force militaire américaine est suffisante pour détruire la Terre, mais il lui faut beaucoup de temps pour pacifier le monde. Trop de temps pour, après la victoire militaire, être en mesure de supporter une pacification des territoires « conquis » ou « libérés » en l'absence d'une réelle empathie avec les peuples qui les habitent. Le secteur militaire américain est capable de dissuader tout pays d'attaquer son territoire et même ses pays amis, mais il est impuissant à résoudre les peuples à accepter la soumission aux idées et aux volontés (fussent-elles démocratiques) du pays qui devient l'occupant et qui les prive, *in fine*, de leur honneur en plus de leur liberté.

Le danger de la fermeture partielle des frontières

Considérant que ses immigrants sont insuffisamment qualifiés, Donald Trump s'est dit favorable au système mis en place par le Canada et l'Australie. Pour ces pays, tout travail doit d'abord être proposé à un national. Ensuite, un quota est mis en place et des points sont attribués en fonctions de plusieurs critères, comme l'âge, les diplômes, les compétences, l'adaptabilité, le niveau linguistique, les expériences professionnelles ou le signature préalable d'un contrat de travail. Des programmes pour les entrepreneurs sont aussi mis en place. L'administration américaine souhaite s'en inspirer, même si elle ne met pas suffisamment en avant le fait que de l'immigration est née de nombreuses réussites de Silicon Valley et une part importante des chercheurs et des professeurs universitaires.

Donald Trump a remis en cause les traités de commerce que son prédécesseur appelait de ses vœux. Le traité de libre-échange transatlantique (*TAFTA* ou *TTIP*, *Transatlantic Trade and Investment Partnership*) était une proposition d'accord commercial en discussion avec

³² Gordon, R. (2012) *Is US Economic growth over?* Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

l'Europe, en vue de créer une zone de libre-échange commune couvrant plus de 45 % du PIB mondial. Son objectif était, sur la base d'une idéologie libérale claire, de renforcer le potentiel de croissance des deux parties. Il y a une croyance selon laquelle l'élargissement des zones de libre-échange produit des avantages mutuels aux partenaires, malgré des expériences discutables³³. Le leadership américain concernant les normes industrielles semblait devoir s'affirmer, au détriment des Européens. Les grandes entreprises, notamment d'origine américaine, auraient été les principales bénéficiaires de ces accords en termes de pouvoir d'action dans une zone fondamentalement régulée par les marchés, au détriment de l'action spécifique des États.

Les négociations portaient d'abord sur l'abolition des droits de douane, (déjà faibles, mais suffisamment importants dans certains secteurs comme l'agro-alimentaire, le textile, l'habillement ou les moyens de transports terrestres), l'harmonisation des normes et des réglementations, l'ouverture des marchés publics américains et européens et la mise en place d'un mécanisme de règlement des différends entre Etat et investisseurs avec la mise en place de mécanismes d'arbitrage international spécifiques. La prééminence attendue du traité sur les lois nationales en vigueur semblait conduire à une perte de souveraineté des États, notamment dans les domaines environnementaux, sanitaires ou sécuritaires. La crainte d'un abaissement de la qualité des normes a souvent été exprimée. En mai 2016, Greenpeace indiquait que ce traité renforçait les lois et les règles judiciaires favorables au pouvoir des grandes entreprises au détriment des enjeux collectifs de santé et de qualité de l'environnement.

Enfin, l'intérêt économique de l'opération n'est que très rarement discuté, alors même qu'il fait l'objet d'études ou d'analyses discordantes. Les résultats semblent souvent relativement positifs, bien plus d'ailleurs pour les États-Unis que pour les pays européens, mais ils s'avéraient très faibles au regard des enjeux, de l'ordre de 0,01 à 0,15 % à court terme, et de 0,3 à 1,3 % à long terme, au maximum pour l'un ou l'autre des partenaires³⁴. D'autres études soutiennent

³³ En 1988, le rapport Cecchini mettait en évidence de nombreuses créations d'emplois et une croissance économique dynamique à long terme à la suite de la création d'une Union européenne élargie. Les résultats économiques n'ont pas été, loin s'en faut, à la hauteur des prévisions. Au final, les modèles charrient de nombreuses hypothèses qui ne sont pertinentes, que si un certain nombre de conditions sont réunies, notamment leur réalisme, l'inexistence d'aléas géopolitiques ou de conflits sociaux, l'absence d'une révolution épistémologique, le respect des lois du marché et des règles de la concurrence, etc. Il est très difficile que toutes ces hypothèses soient respectées collectivement. Cette analyse appliquée au TAFTA produit des résultats similaires. Commission européenne (2013), *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement*, Septembre. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/november/tradoc_151903.pdf. Dobraea, R.C., I.X. Podgoreanu, D.L. Borisov (2015) *The Impact of Transatlantic Trade and Investment Partnership on the European Eco-Innovation*, Procedia Economics and Finance, Elsevier, Vol.27, pp. 659-668. Capaldo, J. (2014), *The Transatlantic Trade and Investment Partnership : European Disintegration, Unemployment and Instability*, GDAE Working Paper 14-03, http://ase.tufts.edu/gdae/policy_research/TTIP_simulations.html. Porcher, T., Farah, F. (2014), *TAFTA, l'accord du plus fort*, Max Milo, Paris.

³⁴ Commission européenne (2013), *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement*, Septembre. http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/november/tradoc_151903.pdf. Dobraea, R.C., I.X. Podgoreanu, D.L. Borisov (2015) *The Impact of Transatlantic Trade and Investment Partnership on the European Eco-Innovation*,

que les résultats seront négatifs, avec une désintégration progressive de l'Europe, des emplois en réduction et une instabilité économique et politique croissante. La perte de souveraineté partielle des Etats pour des montants prévisionnels favorables aussi faibles face à des études qui prévoyaient plutôt des effets défavorables en termes d'emplois ne paraissait guère justifiée, surtout si l'on veut bien rappeler que les prévisions de croissance dans un pays développé est entachée d'une erreur de 0,5 à 1% d'une année sur l'autre. En outre, les traités commerciaux ne pouvaient plus se limiter à des réductions de droits de douane, ils devaient prendre en compte le dumping fiscal et climatique. En 2017, avec l'élection de Donald Trump à la Présidence des Etats-Unis, les cartes semblent partiellement redistribuées, car le protectionnisme de l'industrie américaine est annoncé. La politique fondée sur le slogan « *America first* » menace le fonctionnement de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) et remet en cause les Traités commerciaux de l'Alena, du TAFTA et du Traité Transpacifique (TPP), avec le soutien du premier syndicat américain, l'AFL-CIO. Donald Trump veut adopter une politique ferme pour défendre les intérêts américains dans la mondialisation. Il veut en finir avec les avantages accordés à la Chine dans le processus actuel de globalisation. Pourtant, le Traité Transpacifique avait pour objectif de contenir l'influence chinoise. Son retrait conduit l'Europe à s'immiscer dans de nouvelles négociations, notamment avec le Japon, l'Australie et la Nouvelle-Zélande, afin de ne pas laisser la Chine, devenue le chantre du libre-échange, occuper le champ libre.

Cette politique à contrecourant des engagements antérieurs des Etats-Unis peut conduire à des mesures de rétorsion à l'encontre des produits américains, à des tensions aux effets aléatoires sur le dollar et à une stagnation potentielle de l'économie américaine. L'incertitude quant au fonctionnement du commerce international ne manque pas d'inquiéter les opérateurs économiques internationaux. La stratégie américaine, telle qu'elle est exprimée abruptement, peut conduire à une spirale de protectionnisme, ce qui ne manquerait pas de limiter le potentiel de développement économique, du fait notamment de l'importance des interdépendances internationales du système productif et commercial. Chaque économie nationale est conduite à raisonner en « chaîne de valeur », chaque pays se proposant d'apporter le maximum de valeur ajoutée dans la création et la fabrication d'un produit complexe. La menace d'une guerre économique larvée de nombreux pays (Chine, Europe) avec les Etats-Unis n'est pas à exclure

Les pouvoirs publics n'ont fait qu'accompagner le règne du libéralisme et de la dérégulation financière. Cependant, l'exercice du libéralisme n'a pas toujours eu que des effets positifs, notamment en ce qui concerne les systèmes

de protection sociale (de plus en plus soumis à la règle du « moins disant »), l'évasion fiscale ahurissante³⁵ et l'accroissement des inégalités entre les très riches et les pauvres. Le gouvernement américain engage, en principe, une intervention étatique contre les délocalisations des firmes américaines. Pourtant, la politique de Trump annoncée est de nature à accroître les tendances inégalitaires à l'intérieur du pays, en supprimant l'assurance-maladie pour les pauvres, en développant le dumping fiscal, en créant des conflits ethniques. En outre, elle se déclare dans les intentions et dans les faits dans la lignée des climato-sceptiques, ce qui ne manque pas d'inquiéter.

La loi des monopoles et oligopoles

Les monopoles combattent la concurrence qu'ils semblent pourtant défendre comme système. Pour que le capitalisme et l'économie de marché puissent se maintenir comme système, la compétition est essentielle. Or, dans le fonctionnement normal du marché, les regroupements et les ententes favorisent la création de monopoles d'abord nationaux, puis, avec la globalisation, mondiaux³⁶. L'Etat doit intervenir pour maintenir la concurrence qui disparaît d'elle-même sans son intervention. Le *Sherman Antitrust Act* (1890), qui fit suite à un fort mouvement de protestation, permit au Département de la Justice de réduire les fusions anti compétitives et les accords illégaux sur les prix et les marchés, mais il a laissé la possibilité pour un monopole de se maintenir quand il est « innocent » du fait de pratiques de gestion supérieures, lorsqu'il impose des prix compétitifs et poursuit une politique d'innovations. Il faut démontrer le fait que le monopole empêche la réalisation de systèmes productifs équivalents. Dans les affaires contentieuses, il est admis qu'une certaine dose de monopole est nécessaire, car la compétition pure empêche les profits et l'innovation, elle doit être transformée en concurrence monopolistique.

La loi antitrust a pour fonction de protéger le consommateur³⁷ contre les prix résultant des situations de monopoles « exclusifs », mais elle ne peut pas agir aisément contre une entreprise disposant d'une part dominante sur le marché. D'ailleurs, les droits de la propriété industrielle et intellectuelle établissent un système de concurrence monopolistique ou oligopolistique qui s'éloigne de la compétition économique telle qu'elle est généralement présentée pour justifier les qualités intrinsèques de l'économie de marché. Son application dépend de la volonté politique du gouvernement dans ce domaine, les Républicains sont habituellement plus favorables aux monopoles ou oligopoles que ne le sont les Démocrates. Si l'administration de Barrack Obama était plutôt

³⁵ Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*, L'Harmattan, Coll. Les idées et les théories à l'épreuve des faits », Paris.

³⁶ Fontanel, J., Barre, R. (1991), *Principes de politique économique*, Collection "L'Economie en Plus". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991 (150 pages). Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, Collection « Pour Comprendre », L'Harmattan, Paris, 2001. Fontanel, J., Henriques, P. (2007), *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget Institut, Lisboa.

³⁷ Bork, R. A., & Paradox, I. A. (1978). *A Policy at War With Itself*. New York: Basic Books, 3(7), 54.

favorable au renforcement de l'action antitrust, la Cour Suprême et l'administration adhéraient trop souvent aux leçons de l'Ecole de Chicago, laquelle considérait que le prix de monopole constitue un résultat important du système marchand et une incitation toujours forte à innover. Si la fusion est satisfaisante pour les consommateurs, alors la fusion doit être acceptée. S'il y a un abus du monopole, de nouvelles firmes pourront alors s'installer sur le marché. Dans les faits, la loi antitrust, bien que nécessaire, ne protège pas directement le consommateur, elle se propose plutôt de maintenir la forme d'une concurrence concrète illusoire. La plupart des analystes considèrent qu'à la suite d'une fusion les prix ont tendance à augmenter substantiellement, afin de satisfaire les exigences financières des actionnaires. Les monopoles conduisent à l'accroissement des inégalités, avec des revenus et des avantages multiples pour les hauts dirigeants qui ne répondent pas nécessairement à la qualité de leurs prestations, alors même que les salariés, mis en position de concurrence féroce, supportent des réductions effectives de salaires, favorisées par le processus de la globalisation économique. Les profits sont alors filtrés en faveur des actionnaires ou de ceux qui appartiennent aux cadres supérieurs dirigeants de l'entreprise. Le monopole accroît la richesse des riches et conduit à une réduction des salaires. Cette situation renforce aussi le pouvoir politique des grands trusts.

Les lois antitrust ont perdu de leur pouvoir d'action. Les sociétés les plus innovatrices se situent principalement dans l'engineering financier, plutôt que dans les inventions dont pourraient bénéficier les consommateurs. Pour John Kwoka³⁸, les concentrations produisent une augmentation des prix, du fait même du contrôle de la consommation. Lorsqu'il reste moins de cinq entreprises en compétition, le régulateur américain entreprend une enquête, mais il est toujours facile sur un marché de créer ou de soutenir des entreprises « amies », qui maintiennent les rapports de force existants tout en donnant l'illusion d'une compétition avérée ou naissante.

Le commerce électronique pose aussi un problème supplémentaire, même si, en principe, son développement semble utile pour accroître la compétition et le respect des goûts du consommateur. Cependant, il existe des plateformes dominantes, de type monopsonique comme Amazon ou Google, qui exercent les mêmes effets que la situation monopolistique. Cette perversion du marché n'est pas nouvelle, le marché est incapable de se régler lui-même. Aujourd'hui, les citoyens savent que les banques sont trop grandes, que les entreprises cherchent le monopole et toutes les lois les encouragent dans ce sens. Les monopoleurs disposent de l'information et des techniques efficaces pour consolider leur pouvoir. Ainsi, la Commission européenne accuse officiellement Google d'abus de position dominante dans la recherche en ligne, le secteur des systèmes d'exploitation et les applications mobiles. La firme, sans accord à l'amiable,

³⁸ John Kwoka (2015), *Mergers, Merger Control, and Remedies: A Retrospective Analysis of U.S. Policy*, MIT Press.

devra payer une amende dont le montant correspond à un pourcentage de son chiffre d'affaire affecté par ses mesures anticoncurrentielles, une somme plafond de 6 milliards de dollars³⁹. La « régulation » de la concurrence est toujours contestée par les grands groupes⁴⁰.

Les économistes ont parlé de concurrence « soutenable », celle qui permet aux grandes entreprises d'investir et de faire bénéficier le consommateur des économies d'échelle nécessaires. Cette concentration « cachée » du marché a un impact sur la vie de tous les consommateurs, avec la hausse des prix, le contrôle à leur désavantage des innovations, la concentration du pouvoir politico-économique et la dégradation éventuelle du service rendu. Une amélioration de productivité ne conduit pas nécessairement à une réduction des prix, accroissant ainsi les avantages financiers des actionnaires. En outre, la faiblesse des salaires, due en partie à cette concentration des pouvoirs, ne permet pas l'augmentation des prix, le consommateur est lésé à la fois dans son pouvoir d'achat⁴¹ et dans les magasins. Internet a permis des quasi monopoles, comme Google ou Amazon. Les entreprises américaines sont de moins en moins citoyennes. Les entreprises du numérique sont passées championnes pour placer et investir leurs fonds dans les paradis fiscaux. Les liens relativement forts qu'elles conservent à l'égard du pays d'origine sont fondés sur l'idée de sanctuarisation du capitalisme aux Etats-Unis. Si les contestations sociales apparaissaient sur le territoire américain, le grand danger serait pour ces formes de ne plus se reconnaître dans le capitalisme américain et d'installer leurs états-Majors dans des pays beaucoup plus accueillants et protégés.

L'innovation

L'innovation est au cœur de l'économie américaine. Aux Etats-Unis, les brevets ont été protégés dès 1790 en vue d'encourager l'innovation et la création d'entreprises créatrices nationales. C'est dans ce pays que la protection est sans doute la mieux assurée et assumée⁴². Avec le processus de globalisation, la protection des inventions et des technologies est devenue essentielle pour une économie nationale dominante. La propriété industrielle domine les exportations américaines, elle concerne les brevets, le copyright, la licence ou les marques (*trademarks*). Au plan international, elle est reconnue et protégée par le WIPO (*World Intellectual Property Organization*), permettant ainsi aux créateurs d'obtenir un bénéfice financier du produit de leur production. Les Etats-Unis

³⁹ Notons que Microsoft (2 milliards d'euros) et Intel (1 milliard d'euros) ont déjà payé une somme similaire.

⁴⁰ Neumark, D. (2015), *The Effects of Minimum Wages on Employment 2015-37*; FRB San Francisco - Economic Letter - December 21. <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-37.pdf>

⁴¹ La force des trusts dans l'économie globalisée, en donnant l'exemple des aiguilles dans les hôpitaux, achetées pour plus de 8,4 milliards de dollars à Becton, Dickinson & Co (80 % du marché américain) contre 34 millions de dollars à Retractable Technologies, société créée en 1997, alors que cette dernière firme offre une plus grande sécurité d'emploi pour le personnel (385.000 cas de piqûres accidentelles qui pourraient être évitées avec cette technologie), à un prix moindre. Voir par exemple : Dayen, D. (2015), *Bring Back Antitrust*, American Prospect Longform, <http://prospect.org/article/bring-back-antitrust-0>

⁴² Pearson, D.P. (2015), *Patent rights and Imported Goods*, Policy Analysis, Cato Institute, September 15.

sont les leaders mondiaux en termes de dépôts de marques, mais ils sont dépassés par la Chine concernant le dépôt de brevets (Tableau 2). En 2010, les industries à fort potentiel de propriété industrielle représentaient 60 % des exportations américaines, le tiers du PIB, 28 % des emplois⁴³ et près de 40 % de la masse salariale.

Tableau 2 - Dépôts de brevets et de nom de marques (en milliers) des pays dominants (en 2015)⁴⁴.

Pays	Brevets	Marques	Design industriel
Etats-Unis	529.632	939.489	112.365
Japon	455.005	224.474	66.106
Chine	1.010.448	2.146.666	589.571
Allemagne	175.057	689.454	111.951
France	72.398	359.480	64.202
Royaume-Uni	53.302	435.287	60.829
Suisse	45.658	163.364	38.803
Russie	33.792	51.686	3.215

Le nombre de brevets déposés aux Etats-Unis est passé de 261.000 à plus de 615.000 entre 1998 et 2014⁴⁵, il a baissé en 2015 pour se situer à 530.000. Sur la base du nombre (et non de son importance économique), la Chine offre aujourd'hui plus d'opportunités en termes de propriété industrielle. Le paysage technologique de l'économie mondiale change rapidement. Internet⁴⁶ et les logiciels⁴⁷ représentent aujourd'hui respectivement 21% et 15 % de la croissance du PIB. Le dynamisme de la Chine et, à un degré moindre, de l'Allemagne est considérable, mais les enjeux économiques de cette propriété industrielle penchent nettement en faveur des sociétés américaines, même si de nombreux brevets de celles-ci sont localisés dans des paradis fiscaux. Sur la base du Tableau 3, les écarts des dépôts nationaux de brevets et de noms de marque sont considérables, notamment si l'on compare la Chine aux Etats-Unis, mais aussi la France et l'Allemagne. Cependant, les dépôts de brevets n'indiquent pas la qualité de ceux-ci dans le système de production présent et futur.

⁴³ Lattus, G. (2015), The importance of Intellectual Property Protection to the U.S. Economy, *National Center for Policy Analysis, Issue Brief N° 171*, September 3.

⁴⁴ WIPO, *Statistical Country Profiles, IP Filings (Resident + Abroad, Including Regional) and Economy*, http://www.wipo.int/ipstats/en/statistics/country_profile/profile.jsp?code=DE

⁴⁵ Knight, S. (2015), *Technology and Economic Growth in the Information Age: A Follow-Up*, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°. 180.

⁴⁶ Knight, S. (2015), *Technology and Economic Growth in the Information Age: A Follow-Up*, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°. 180.

⁴⁷ Shapiro, R.J. (2014), *The U.S. Software Industry: An Engine for Economic Growth and Employment*, Software and Information Industry Association, 2014. Available at <http://www.siiia.net/Admin/FileManagement.aspx>.

Au regard de engagements financiers, la lutte contre le vol de la propriété industrielle est active, les Etats-Unis considérant que le manque à gagner représente près de 250 milliards de dollars chaque année. Cette somme est sans doute sous-estimée, car certains vols sont difficiles à connaître et donc à contrôler. La Chine et l'Inde sont les principaux accusés, sur la base des chiffres fournis par l'indice du GIPC (*Global Intellectual Property Center*). L'OMC est accusée de ne pas protéger effectivement la propriété intellectuelle, car les règles du TRIPS (*Trade-Related Aspects of Intellectual Property Rights*) ne fonctionnent pas correctement. Dans ces conditions, les sociétés elles-mêmes sont contraintes à faire respecter leurs droits, par le recours à la justice.

- Il y a une perte d'efficacité de la recherche-développement, laquelle pourtant reçoit des financements en nette augmentation (2,3 % du PIB en 1980 aux USA, 2,8 % du PIB en 2012) contre 3,3 % pour le Japon, 2,9 % pour l'Allemagne et 2,3 % pour la France. On assiste aussi aux rendements décroissants en matière de recherche. Il y a une baisse tendancielle de la productivité des cerveaux, comme pour les terres. La productivité générale des facteurs a considérablement diminué, elle a été divisée par 4 aux Etats-Unis entre 1990 et 2016 et par 20 dans les pays d'Europe du Sud (Espagne, France, Italie). Même la Chine subit cette récession, avec une croissance qui ne dépasse pas 4 % depuis trois ans. Il faut dix fois plus d'argent aujourd'hui pour mettre sur le marché une nouvelle molécule. En outre, la plupart des investissements sont plus onéreux au regard des difficultés croissantes à explorer les sols des matières premières, de l'élévation des coûts des surfaces immobilières, de la lourdeur des investissements publics en situation urbaine, mais aussi de la substitution du travail par le capital favorisé par la baisse tendancielle des taux d'intérêt à long terme et par la réduction des prix relatifs des équipements.

Avec les nouvelles technologies, la qualification des personnels n'est pas toujours adéquate, alors que l'osmose entre de nouveaux équipements et le personnel est le facteur essentiel de l'accroissement de productivité. Sur ce point, l'économie américaine reste compétitive, notamment parce qu'elle reçoit régulièrement une main d'œuvre qualifiée qui s'installe dans ce pays pour développer de nouvelles innovations. Au regard des financements engagés, les plus importants du monde, son « effet d'attraction » sur les entrepreneurs ou les *starts up* est considérable. Cependant, les entreprises américaines sont de moins en moins « citoyennes », les capitaux s'engagent aux plus offrants et en matière de recherche-développement, les scientifiques américains se sont plaints de ne plus être suffisamment approvisionnés de financements pour lutter contre les innovations chinoises.

La recherche scientifique et la pétition du MIT

Les scientifiques américains réclament aujourd'hui un engagement plus fort du gouvernement américain concernant les financements de la recherche scientifique. Les dépenses militaires américaines ont souvent été présentées

comme une opportunité pour engager des dépenses de recherche-développement qui bénéficient aussi aux activités civiles des entreprises appartenant au complexe militaro-industriel⁴⁸. La pétition des enseignants-chercheurs du fameux MIT est symptomatique de ce sentiment de « perdre du terrain » et d'être souvent dépassés par les technologies en provenance de Chine ou d'Europe⁴⁹.

Comme le démontre l'exemple de la Silicon Valley, la connaissance est essentielle, elle a des retombées économiques considérables. Si d'un point de vue scientifique 2014 aura été une année intéressante, avec l'atterrissage d'un engin sur une comète, la découverte d'une nouvelle particule qui donne une information critique sur l'origine de l'Univers, le développement du super ordinateur le plus rapide et des recherches sur la biologie de semences qui ouvrent de grandes perspectives pour le développement de l'alimentation mondiale, aucune de ces découvertes n'est issue des laboratoires américains. Les deux premières sont européennes, les deux autres sont chinoises, reflétant ainsi l'émergence de cette Nation à la science et à la puissance technologique. Il y a un déficit croissant d'innovations aux USA, attribuable directement au déclin des investissements idoines du budget fédéral, de 9 à 3% du PIB. Plusieurs domaines scientifiques sont délaissés, notamment :

- Les opportunités des retombées économiques dans les domaines de la santé, de l'énergie et des industries de haute technologie.
- Les secteurs des superordinateurs, des systèmes sécurisés d'information et des technologies de la défense sont aujourd'hui concurrencés, voire dépassés, par la Chine.
- Dans certains domaines, le prestige national est en jeu, dans le domaine de l'exploration spatiale et dans certaines recherches technologiques spécialisées, ce qui conduit de nombreux chercheurs à travailler à l'étranger, à l'inverse d'un mouvement plus que centenaire.

La recherche fondamentale est un atout essentiel dans la compétitivité économique nationale future. Elle n'a pas de retombées immédiates, mais les actions entreprises collectivement sur la base d'un projet, comme la « guerre contre le cancer lancée en 1971 », permettent de trouver des solutions fondamentales pour le bien de l'humanité. Pour combattre Alzheimer qui affecte 5 millions d'Américains, il est alors nécessaire de développer la recherche en neurologie, sur la chimie du cerveau et sur la science du vieillissement. Les retombées économiques pour les industries hospitalières et pharmaceutiques seront considérables. De même, les technologies énergétiques sont dangereuses pour l'environnement. Il faut avoir l'ambition de redevenir leader dans les technologies propres comme l'énergie solaire, de nouveaux concepts de batterie

⁴⁸ Fontanel, J., Smith, R. (1985). Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*, Paris.

⁴⁹ MIT (2015), *The future postponed. Why declining Investment in Basic Research Threatens a U.S. Innovation Deficit*. A Report by the MIT Committee to Evaluate the Innovation Deficit, April 2015.

et de nouvelles approches de l'énergie de fusion en vue de remplacer des énergies fossiles qui de toute manière, s'épuisent. Dans le même ordre d'idée, la catalyse industrielle, moins efficace que la catalyse des choses vivantes, représente une valeur ajoutée de 500 milliards de dollars aux USA pour la production des sources énergétiques, des plastiques ou des médicaments. Les retombées pour la Chine ou l'Allemagne qui investissent dans ces domaines seront considérables et favorables à l'environnement. Enfin, les Etats-Unis sont aussi en retard sur les semences qui permettent d'améliorer l'agriculture et dans le domaine de la robotique dans tous ses domaines d'application.

Aujourd'hui, les USA sont en avance sur les applications commerciales des circuits intégrés, les mécanismes électroniques avancés et internet. Cependant, dans le domaine des circuits optiques intégrés, l'Europe et le Japon ont investi fortement, mettant en situation de compétition l'industrie des semi-conducteurs américains de 300 milliards d'euros. Les risques de rattrapage sont importants. De même, les recherches dans le domaine de la biologie synthétique sont essentielles pour la médecine et l'alimentation. Il faut construire des laboratoires sophistiqués modernes, des instruments de recherche efficaces, et conserver les talents s'en vont dans certains secteurs.

Les scientifiques tirent la sonnette d'alarme. Le leadership chinois sur les super ordinateurs depuis 3 ans est inquiétant (quadrillions de calculs par seconde). La vulnérabilité des firmes et institutions publiques aux cyberattaques, du type de celles qui ont touché Sony, des banques, des distributeurs et des grandes sociétés, est très inquiétante. Il en va de même dans les domaines de la photonique, de la cybersécurité et du calcul quantique (dominé par les Chinois), un domaine qui assure le leadership en systèmes d'information sécurisés, pour la sécurité des communications à longue distance et l'usage du « super calcul ». Les coupes budgétaires dans ce domaine impactent négativement ces recherches fondamentales. En outre, les matériels de défense, pour protéger nos soldats et améliorer leur efficacité au combat ne sont pas encore au niveau souhaité. Enfin, pour bien gérer la vie sociétale, il faut continuer à faire des recherches efficaces dans l'organisation et la gestion de l'Etat, des entreprises et les marchés, en vue d'améliorer la qualité des décisions sociétales.

La question du réchauffement climatique constitue un problème considérable que les gouvernements ne sont pas encore en mesure de traiter avec diligence. Il faudrait améliorer les interactions entre les gouvernements et les scientifiques et renforcer les règles relatives aux conflits d'intérêt. Les expertises économiques sont insuffisantes et mériteraient de nouveaux développements⁵⁰. Enfin, il ne suffit pas de soigner les seules sciences qui ont des applications évidentes. Des réflexions similaires avaient été conduites dans le passé, mais ces recherches sans objectifs économiques apparents ont permis

⁵⁰ Stavins, R.N. (2016), *The Future Role of Economics in the IPCC, Resources for the Future* – Blog - April 5, 2016, <http://www.rff.org/blog/2016/future-role-economics-ipcc>

de construire le premier transistor, puis les téléphones portables. Les astronomes découvrent des planètes, ce qui ouvre de nouvelles perspectives à l'homme, notamment pour comprendre la matière noire et l'énergie noire, et les éventuelles retombées scientifiques qui peuvent en découler.

Quelques entreprises privées ont compris l'intérêt de la R&D fondamentale. C'est encore le cas en Corée du Sud, notamment avec Samsung, qui a mis au point des technologies avancées avant de les commercialiser dans leurs appareils de consommation courante. Aujourd'hui, la compétition est si grande dans le domaine économique que la recherche fondamentale a disparu des entreprises, il ne reste que les Universités et les instituts financés par l'Etat fédéral pour en assurer le mouvement. Or, le soutien à la recherche fondamentale est couplé avec la compétitivité de l'économie nationale. C'est à l'Etat de prendre les initiatives et les risques afférents, car les investissements sont souvent trop élevés ou techniquement trop complexes (comme pour le calcul quantique ou la fusion énergétique) pour être engagés par le secteur privé englué par la réduction des coûts dans un univers compétitif. L'Etat ne doit jamais oublier les dividendes de l'innovation, à court, moyen et long terme.

La crise environnementale

Après plusieurs décennies d'exploitation massive, les ressources naturelles se raréfient, l'espace-temps se réduit et les conflits sur la répartition des richesses s'intensifient. Les grands projets sont mis en jachère. Dans ce contexte, les politiques de l'Etat exercent une influence grandissante sur le comportement des autres acteurs économiques. Selon un rapport du *World Wide Fund*, près d'un tiers du patrimoine mondial naturel (notamment le Grand Canyon ou la Grande barrière de corail) est directement menacé par l'exploration pétrolière, gazière ou minière. L'intérêt touristique pèse peu au regard des convoitises des entreprises à la recherche de matières premières rares. L'octroi des concessions est en cause. L'industrie extractive provoque des dommages environnementaux irréversibles. Or, le "rôle central" de la finance américaine et internationale est toujours bien présent, seuls les profits à très court terme motivent les actions des firmes multinationales.

Le conflit latent entre les scientifiques et Monsanto est bien connu. Le Centre International de recherche sur le Cancer (CIRC) classe le Roundup comme un produit cancérigène. Une action en justice concernant plusieurs centaines d'employés agricoles a été engagée. Il semble aujourd'hui établi que le glyphosate est cancérigène, mais le lobbying intervient jusque dans les couloirs des parlements européens et américains pour défendre leur produit et ses profits. La décision de Donald Trump, Président du deuxième pays le plus pollueur dans la population de l'air, de se retirer de l'Accord de Paris semble donner un coup d'arrêt à la volonté des autorités publiques internationales de lutter contre le réchauffement de la planète. Même si de nombreux Etats et hommes de sciences estiment que l'Accord de Paris est irréversible, le

gouvernement des Etats-Unis va sans doute chercher des alliés, notamment du côté de la Russie, de l'Arabie Saoudite, de l'Indonésie, des pays africains, voire de l'Inde. A l'exception du secteur minier, la plupart des entreprises américaines, même les firmes pétrolières, contestent cette décision, dont l'application sera effective dans trois à quatre années. Elles rappellent que les vagues de chaleur et les inondations consécutives au changement de climat conduiront inéluctablement à des conséquences économiques considérables sur l'ensemble des entreprises et des populations. En outre, des représailles commerciales internationales pourraient être initiées dans les prochaines années. Il faut aussi éviter que les contraintes des lois ne conduisent à des conflits entre les Etats, suffisamment puissants pour créer des secousses inattendues et négatives sur l'ensemble des échanges internationaux.

Depuis 2013, les statistiques de l'*International Energy Agency* mettent en évidence le fait que l'économie mondiale continue globalement à croître, alors que les émissions de carbone restent au même niveau (32,1 milliards de tonnes), aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis ou en Chine. Une grande partie de ce résultat est due à la Chine. Dans sa lutte contre les brouillards de pollution, le gouvernement chinois a augmenté les contrôles et a mis en réserve les centrales électriques au charbon les plus polluantes, comme le charbon. Aujourd'hui, l'intensité d'émission de carbone a été réduite de plus que de moitié au regard de celle qui existait en 1970 pour chaque dollar de production⁵¹. Ces chiffres sont intéressants à étudier pour éviter les effets économiques, sociaux ou géographiques les plus violents afférents au changement de climat. Mais il faut aller plus loin. Le COP21 de Paris a plaidé pour lutter contre un réchauffement de la planète égal à 2 degrés Celsius, mais pour arriver à ce résultat, même avec une forte volonté politique, la tâche s'annonce particulièrement difficile. Une nouvelle gouvernance mondiale semble aujourd'hui nécessaire sur ce point, et le leader ne pourra pas être les USA de Donald Trump, qui refuse de suivre les principes de l'accord de Paris COP21. Il s'agit de contraindre les Etats non vertueux à suivre des options industrielles moins polluantes et mieux adaptées à une vie pérenne sur Terre⁵². Dans ce contexte, un seul pays non respectueux des normes peut provoquer des désastres environnementaux et économiques dans le futur. L'image et le *soft power* des Etats-Unis vont souffrir de cette position égoïste, de court terme et fondée sur les seuls avantages économiques des plus puissants.

En conclusion

Aujourd'hui, les Etats-Unis connaissent une crise éthique, morale et sociale sans précédent. Certes, l'économie et le pouvoir militaire sont encore les

⁵¹ Pearce, F. (2016), Can We Reduce CO2 Emissions and Grow the Global Economy? Yale, Environment 360, April, 14, http://e360.yale.edu/feature/can_we_reduce_co2_emissions_and_grow_global_economy/2983/

⁵² West, D.M., Karsten, J. (2017), Solutions for Global Science Issues Require New Forms of Governance, Brookings – TechTank - May 4, 2017. <https://www.brookings.edu/blog/techtank/2017/05/04/solutions-for-global-science-issues-require-new-forms-of-governance>

plus puissants du monde, mais l'image véhiculée a perdu de son « glamour et de son *soft power* »⁵³.

- D'abord, la démocratie américaine a perdu de son « aura », avec un Président élu avec moins de voix que son adversaire. Mais surtout, son gouvernement ressemble à une ploutocratie, avec une majorité de milliardaires dans l'équipe gouvernementale. Donald Trump est plutôt bienveillant pour les régimes autocratiques de Turquie, des Philippines, de Russie, de Chine ou d'Arabie saoudite.

- Les critiques énoncées à l'encontre de certains pays (Mexique ou Chine) ou l'Union européenne ne devraient pas améliorer l'image protectrice des Etats-Unis.

- En matière de défense, La valse-hésitation est à l'ordre du jour. Donald Trump a critiqué l'OTAN et ses pays membres incapables de soutenir l'effort commun, avant de déclarer soutenir l'OTAN à 100%,

- L'Amérique n'a pas de message particulier à distiller dans le monde. Il n'y a pas de priorité à défendre les droits de l'homme. Un conservatisme social assumé revendique la lutte contre l'avortement, l'homophobie, une xénophobie latente, et le repli identitaire. Il refuse les migrations de certains pays musulmans, malgré des péripéties judiciaires concernant ces décrets.

- Sur le plan environnemental, les Etats-Unis veulent se retirer des accords de Paris COP21.

- Le soutien au développement des sciences sera limité aux recherches qui sembleront utiles au gouvernement.

- Au plan national, la déréglementation financière est clairement affirmée, comme un certain retour à la situation d'avant 2007. La réduction du poids financier de l'Etat est recherchée, sur la base d'une nette réduction des impôts et des dépenses publiques, notamment en matière sociale. Au plan international, le libéralisme revendiqué par les structures politique du pays laisse une place importante et révélée aux rapports de force entre les Etats, dans le cadre d'échanges bilatéraux favorables aux économies les plus puissantes. Donald Trump réclame l'application d'une règle simple « acheter américain et embaucher américain ». Le système d'accords et d'échanges internationaux est remis en cause (Organisation mondiale du Commerce, les Traités commerciaux de l'Alena, du TAFTA et du Traité Transpacifique (TPP), car l'Etat américain se doit d'empêcher les délocalisations des entreprises américaines. Dans les nouveaux accords avec le Mexique, il faut inclure les questions de l'immigration, de la sécurité et des trafics d'armes et de drogue.

- Les partenaires historiques des Etats-Unis n'ont pas été particulièrement satisfaits des engagements de Donald Trump, qui s'est félicité du Brexit et a plusieurs fois critiqué l'euro et les avantages qu'il confère à l'Allemagne.

⁵³ Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Trump ou le grand perturbateur, *PSEI*, n° 6. <http://revel.unice.fr/psei/>

- Les rapports diplomatiques évoluent en fonction des intérêts de court terme. Aujourd'hui, les relations avec la Russie se sont rafraîchies, car les deux pays ont des positions opposées sur l'OTAN, la Syrie, l'Etat islamique, l'Iran, le Yémen ou la cyberguerre. Washington déplore notamment le rôle supposé du gouvernement russe dans les « *fake news* » et les virus informatiques. Cependant, sur le théâtre des opérations, les USA n'expriment pas de stratégie claire, tout l'espace est alors occupé par la Russie.
- De même, le gouvernement des Etats-Unis s'est rapproché de Taïwan, en lui livrant des armes puissantes pour plusieurs milliards de dollars. La politique « mercantiliste » déclarée par les Etats-Unis ouvre quelques portes à la Chine, notamment la promotion du RCEP (*Regional Comprehensive Economic Partnership*), mais aussi la possibilité pour ce concurrent disposant de capitaux importants de s'engager dans le commerce de technologies de pointe et les échanges de personnels qualifiés. Cependant, six mois après cet engagement, Donald Trump engage un processus de normalisation avec Pékin. Il parle aujourd'hui d'une relation loyale et équilibrée. La proposition d'établir un droit de douane de 40 % aux produits chinois n'est plus évoquée.
- En revanche, la condamnation des actions de la Corée du Nord reste bien constante et même de plus en plus déterminée. Les rapports avec l'Iran se dégradent à nouveau, alors qu'Israël reste assuré d'un soutien indéfectible.
- La guerre économique peut à tout moment être engagée, si les rapports de force bilatéraux sont préférés aux relations multilatérales⁵⁴.

Toutes ces décisions vont lourdement peser sur le « *soft power* américain » au moment où Donald Trump est décidé à augmenter les dépenses militaires pour faire face aux nouvelles menaces qui pèsent sur les Etats-Unis, notamment en termes de « cyber défense ». Aujourd'hui, le leadership des Etats-Unis que l'on pouvait penser séculaire en 1990 connaît bien des vicissitudes. Et ce n'est pas l'augmentation des dépenses militaires qui lui redonnera son éclat, sauf à considérer que de nombreuses recherches scientifiques financées par la défense nationale définissent, in fine, les innovations de demain.

Références

Baker, D. (2002), *The Run-Up in Home Prices: Is it a real or is it Another Bubble ?* Washington DC, Center for Economic Policy and Research, August. www.cepr.net/documents/publications/housing_2002_08.htm.

Barre, R., Fontanel, J. (1991), *Principes de politique économique, Principes de politique économique*, Collection "L'Eco+". Presses Universitaires de Grenoble, Grenoble, 1991

⁵⁴ Coulomb, F., & Fontanel, J. (2006). 13. Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In La question politique en économie internationale. La Découverte. Coulomb, F., & Fontanel, J. (2011). War and Capitalism. The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism, New York et Londres, Routledge.

Bork, R. A., & Paradox, I. A. (1978). *A Policy at War With Itself*. New York: Basic Books, 3(7), 54.

Business Bourse (2016), La dette des Etats-Unis dépasse les 19.000 milliards de dollars, February. <http://www.businessbourse.com/2016/02/04/la-dette-des-etats-unis-a-depasse-les-19-000-milliards-de-dollars/>

Capaldo, J. (2014), *The Transatlantic Trade and Investment Partnership: European Disintegration, Unemployment and Instability*, GDAE Working Paper 14-03, http://ase.tufts.edu/gdae/policy_research/TTIP_simulations.html.

Cars, H. C., & Fontanel, J. (1987). Military expenditure comparisons. In *Peace, defence and economic analysis* (pp. 250-265). Palgrave Macmillan UK.

Choudhry, H., Lauritzen, M., Somers, K. Van Niel, J. (2015), *Technologies that could transform how industries use energy*, McKinsey&Company, November 15, <http://www.mckinsey.com/business-functions/operations/our-insights/technologies-that-could-transform-how-industries-use-energy>

Commission européenne (2013), *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement*, http://trade.ec.europa.eu/doclib/docs/2013/november/tradoc_151903.pdf.

Coulomb, F., Fontanel, J. (2006), *Spéculation et instabilité financière internationale*, in « *Des flux et des territoires. Vers un monde sans Etats ?* Sous la direction de Bernard Jouve et Yann Roche, Presses de l'Université du Québec, Montréal.

Coulomb, F., & Fontanel, J. (2006). 13. Mondialisation, guerre économique et souveraineté nationale. In *La question politique en économie internationale*. La Découverte.

Coulomb, F., & Fontanel, J. (2011). *War and Capitalism. The Marketing of War in the Age of the Neo-Militarism*, New York et Londres, Routledge.

Cox, A.M. (1981), « La C.I.A et la mesure du potentiel militaire soviétique », *Le Débat*, n°12, mai 1981.

Dayen, D. (2015), *Bring Back Antitrust*, *American Prospect Longform*, <http://prospect.org/article/bring-back-antitrust-0>

Dobrea, R.C., I.X. Podgoreanu, D.L. Borisov (2015) *The Impact of Transatlantic Trade and Investment Partnership on the European Eco-Innovation*, *Procedia Economics and Finance*, Elsevier, Vol.27, pp. 659-668.

Fama, E.F. (2009), *Bailouts and stimulus plans*, January, 13. www.dimensions.com/famafrench/2009/01/bailouts-and-stimulus-plans.html

Ferguson, N. (2004), *Colossus: The Price of America's empire*, Penguin Press, NY

Fontanel, J. (1981, 1995), *Organisations économiques internationales*, Masson, Paris

Fontanel, J., Smith, R. (1985). Analyse économique des dépenses militaires, *Stratégique*, Fondation, Paris.

Fontanel, J., Ward, M. D. (1993). Military expenditures, armament, and disarmament. *Defence and Peace Economics*, 4(1), 63-78.

Fontanel, J. (1995), *Les dépenses militaires et le désarmement*, Publisud, Paris.

Fontanel, J. (2001), *L'action économique de l'Etat*, L'Harmattan, Paris.

Fontanel, J. (2005), *La globalisation « en analyse »*. *Géoéconomie et stratégie des acteurs*, Collection La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris, Septembre.

Fontanel, J., & Henriques, P. (2007). *A Globalização em «análise»: geoeconomia e estratégia dos actores*. Piaget, Lisboa.

Fontanel, J. (2010), *Economie politique de la sécurité internationale*, Coll. La Librairie des Humanités, L'Harmattan, Paris

Fontanel, J., Corvaisier-Drouart, B. (2014), For a general concept of economic and human security, in Bellais, R. *The evolving boundaries of defence : an assessment of recent shifts in defence activities*, Emerald, Bingley

Fontanel, J., Touatam Antipas (2015), La CNUCED, de l'alternative au GATT, à la collaboration avec l'OMC, *Annuaire Français des Relations Internationales*, Paris, 2015.

Fontanel, J. (2015), La base des données des dépenses militaires recueillie par l'Organisation des Nations Unies : origine et évolution. *United Nations Standardized Instrument for Reporting Military Expenditure* (2015) In *PSEI Paix et sécurité européenne et internationale*, <http://revel.unice.fr/psei/>.

Fontanel, J. (2016) La sécurité économique et sociétale : pour une conceptualisation humaniste multidimensionnelle, *PSEI, Paix et Sécurité Européenne et Internationale*, n° 3. 2016-<http://revel.unice.fr/psei/index.html?id=822>

Fontanel, J. (2016), *Paradis fiscaux, pays filous. La fuite organisée des impôts vers les pays complices*, L'Harmattan, Coll. Les idées et les théories à l'épreuve des faits », Paris.

Fontanel, J., Guilhaudis J-F. (2017), Trump ou le grand perturbateur, *PSEI*, n° 6. <http://revel.unice.fr/psei/>

Fogel, R.W., Engerman, S.R. (1974) *Time on the Cross: Economics of American Negro Slavery*, New York: W.W. Norton and Company.

Fukuyama, F. (1989), *The End of History and the Last Man*, The National Interest, 1989.

Gagnon, J.E. (2016) *Quantitative Easing: An Underappreciated Success*, Peterson Institute, Policy Brief, April, 7 p. <http://www.piie.com/publications/pb/pb16-4.pdf>

Galbraith, J.K. (2014), *La grande crise, Comment s'en sortir autrement*, Collection Economie humaine, Seuil, Paris

Gordon, R. (2012) *Is US Economic growth over?*, Working Paper 18315, NBER, Cambridge, MA, August.

Greenspan, A. (2011), Activism, *International Finance*, vol 14, n°1, printemps 2011 (165-182).

Guilhaudis, J-F. (2010), *Relations internationales contemporaines*, Litec/jurisclasseur, Paris. 4^e édition, 2017 (à paraître).

IEA (2015) Energy and Climate Change. *World Energy Outlook Special Report*. <https://www.iea.org/publications/freepublications/publication/WEO201>

Keynes (1919), *Les conséquences économiques de la guerre*. http://www.pratclif.com/economy/keynes/keynes_consequences_paix.pdf

Knight, S. (2015), *Technology and Economic Growth in the Information Age: A Follow-Up*, National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°. 180.

Kwoka, J. (2015), *Mergers, Merger Control, and Remedies: A Retrospective Analysis of U.S. Policy*, MIT Press.

Labonte, M., Nagel, J.C. (2016), *Foreign Holdings of Federal Debt*, Congressional Research Service, March 28, <http://www.fas.org/sgp/crs/misc/RS22331.pdf>

Lattus, G. (2015), The importance of Intellectual Property Protection to the U.S. Economy, *National Center for Policy Analysis, Issue Brief N°.171*, September 3.

Luttwak, E.N. (1990) *From Geopolitics to Geo-Economics : Logic of Conflict, Grammar of Commerce*, The National Interest, n°20 (Summer).

Luttwak, E. (1995). *Le rêve américain en danger*. Odile Jacob. Paris Luttwak, E.N. (1999), *Le turbo-capitalisme*, Odile Jacob, Paris.

Mélandri, P. (2017), *Le siècle américain, une histoire*, Perrin, 2016

Mintz, J., Chen, D. (2014), *The U.S. Corporate Effective Tax Rate: Myth and the Fact*, 2014. Available at <http://taxfoundation.org/article/us-corporate-effective-tax-rate-myth-and-fact>.

MIT (2015), The future postponed. Why declining Investment in *Basic Research Threatens a U.S. Innovation Deficit*. A Report by the MIT Committee to Evaluate the Innovation Deficit, April 2015.

Neumark, D. (2015), The Effects of Minimum Wages on Employment 2015-37 ; FRB San Francisco - Economic Letter - December 21. <http://www.frbsf.org/economic-research/files/el2015-37.pdf>

Pearce, F. (2016), Can We Reduce CO2 Emissions and Grow the Global Economy? Yale, Environment April, 14.

Pearson, D.P. (2015), Patent rights and Imported Goods, Policy Analysis, Cato Institute, September 15

Porcher, T., Farah, F. (2014), TAFTA, l'accord du plus fort, Max Milo, Paris.

Schwartz, Stephen I. (2012), The real price of ballistic missile defenses. WMD Junction, April 13.

Shapiro, R.J. (2014), The U.S. Software Industry: An Engine for Economic Growth and Employment, Software and Information Industry Association, 2014. Available at <http://www.siiia.net/Admin/FileManagement.aspx>.

Smith, R., Fontanel, J. (2008). International security, defence economics and the powers of nations, in Fontanel, J., & Chatterji, M. (Eds.), War, peace and security, contributions to conflict management, peace economics and development. London: Emerald.

Smith, R. (2010). Sécurité internationale et crise économique internationale, in J. Fontanel (Ed.), Economie politique de la sécurité internationale. Paris: Collection Librairie des Humanités, L'Harmattan.

Smith, R., Fontanel, J. (2010). International security. Politics, Policy, Prospects.

Stavins, R.N. (2016), The Future Role of Economics in the IPCC, Resources for the Future – Blog - April 5, 2016, <http://www.rff.org/blog/2016/future-role-economics-ipcc>

Stiglitz, J. (2002), La grande désillusion, Fayard, Paris.

Tuerck, D.G., Angelini, J.A. (2015), Policy Report, N° 376, November.

West, D.M., Karsten, J. (2017), Solutions for Global Science Issues Require New Forms of Governance, Brookings – TechTank - May 4, 2017.

WIPO, Statistical Country Profiles, IP Filings (Resident + Abroad, Including Regional) and Economy, http://www.wipo.int/ipstats/en/statistics/country_profile/profile.jsp?code=DE